

**Les difficultés juridiques
auxquelles a donné lieu la fermeture
de la Bourse du Commerce
du 18 février 1924**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 15 mars 1930, à 2 heures

PAR

Robert PRÈGRE

Ingénieur des Arts et Manufactures 

Président : M. WAHL, professeur.

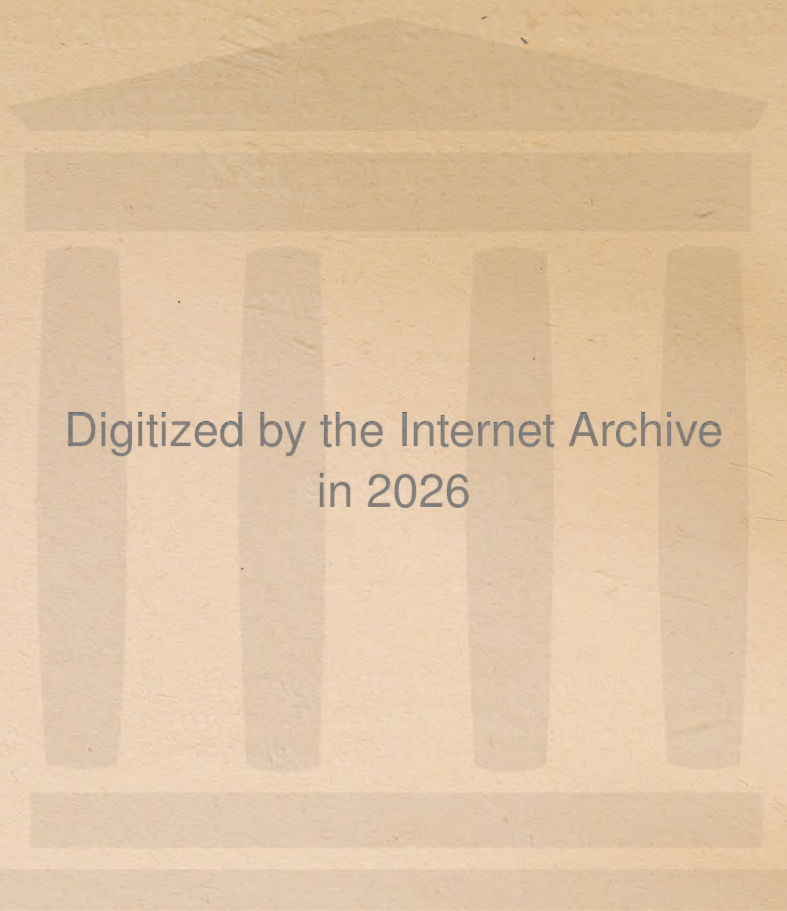
*Suffragants : { MM. PERCEROU, professeur
MOREL, professeur*

PARIS

JOUE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**Les difficultés juridiques
auxquelles a donné lieu la fermeture
de la Bourse du Commerce
du 18 février 1924**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 15 mars 1930, à 2 heures

PAR

Robert PRÈGRE

Ingenieur des Arts et Manufactures 

Président : M. WAHL, professeur.

Suffragants : { MM. PERCEROU, professeur
MOREL, professeur

PARIS

JOUBE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Les difficultés juridiques auxquelles a donné lieu la fermeture de la Bourse du Commerce du 18 février 1924

INTRODUCTION

Parmi les problèmes juridiques qui se sont brusquement posés, en raison des conséquences multiples des variations de la valeur de la monnaie, il en est un qui ne semble pas avoir attiré l'attention des juristes, alors que telle autre conséquence d'un fait, il est vrai plus étendu et plus durable de la crise monétaire, passait au tout premier plan. L'étude que nous entreprenons vise les effets qu'a produits, sur les relations contractuelles des habitués de la Bourse du Commerce, une mesure d'exception émanée des autorités, en contre-coup de la crise des changes, alors que cette crise atteignait un point critique. C'est ici le remède employé qui a entraîné de nouvelles complications et mis les particuliers, en rapports contractuels, dans une situation tout à fait imprévue. La baisse de la valeur de notre monnaie constatée par l'ascension

des devises étrangères, s'est poursuivie pendant des années, mais en marquant, parfois, des périodes où la chute s'accroissait, au point qu'une catastrophe pouvait sembler proche. Le début de l'année 1924 fut marqué par une de ces phases de l'ascension brusque des devises appréciées par rapport au franc. Dès novembre 1923, d'ailleurs, la cadence de ce mouvement s'était faite plus rapide ; fin janvier 1924 c'était la crise qui devait devenir aiguë en février et prendre fin sur une intervention de la Banque de France qui, momentanément, retourna la situation en provoquant une forte baisse des devises étrangères.

En demandant à la Banque une telle intervention, le Gouvernement, alarmé par la gravité subite de la crise, s'était attaqué à l'une des causes immédiates du mal, ce qui explique les heureux résultats obtenus. Mais dès auparavant, par une série de mesures d'ordre administratif ou policier, il avait cherché, sans grand succès, à en enrayer telle ou telle manifestation, laquelle n'était, le plus souvent, qu'une conséquence de la crise générale, dont tous les rapports entre particuliers subissaient le contre-coup.

C'est ainsi que le prix de la vie étant directement en rapport avec la valeur de notre monnaie, le prix des denrées montait par répercussion de l'envolée des changes, plus vite, d'ailleurs, dans le commerce de gros et, en particulier, aux Bourses de Commerce, que dans le commerce de détail.

Pour celui-ci, en effet, la préoccupation des marchés de réapprovisionnement posait, de façon moins immédiate, la question des prix d'achat du lendemain, alors que pour les professionnels des marchés de couverture, l'intérêt qu'il y a, à se prémunir contre toute hausse future est immédiat et pressant. Les Bourses du Commerce virent donc, à cette époque, sur toutes les matières qui s'y traitent, la hausse rapide des cours pratiqués. Plus encore que la crise même des changes, dont elle provenait, cette envolée des cours et la menace qui en résultait, pour l'ensemble des consommateurs, devaient inquiéter les pouvoirs publics.

Pour l'« homme de la rue », en effet, cette hausse subite des prix, qui se manifestait, tout d'abord, à la Bourse du Commerce, était incompréhensible, et, donc, suspecte. L'attribution à la « spéculation » était trop aisée pour que l'hostilité latente du public, contre les professionnels de la Bourse, ne s'empresse de le faire. L'on réclamait des mesures administratives ou judiciaires pour enrayer la spéculation et il semble bien que le Gouvernement ait partagé l'entraînement général. Brusquement, le 18 février 1924, le préfet de police, par ordonnance contresignée du ministre de l'Intérieur, fermait, jusqu'à nouvel ordre, la Bourse de Commerce de Paris, « attendu disait-il, que les conditions dans lesquelles s'effectuaient les cotations, par suite de la crise des changes, sont de nature à troubler le libre jeu des transactions sur le marché intérieur,

à provoquer une hausse anormale des prix et, par suite, à compromettre l'ordre public. »

La mesure, ainsi intervenue, sans la moindre enquête préalable, causa aux professionnels de la Bourse, un préjudice énorme. L'arrêt de toutes les transactions ne pouvait, d'ailleurs être une solution à la crise. Des tentatives furent faites pour maintenir, clandestinement, certaines opérations, mais la mesure administrative fut rigoureusement appliquée, tout rassemblement, aux abords de la Bourse, dispersé, les cafés voisins étroitement surveillés par la police, pour éviter toute réunion des habitués du marché. Au bout de quelques jours, à la réflexion, on commença à penser que l'ordonnance du 18 février était un geste d'une efficacité assez analogue à celle qui consisterait à casser un baromètre, aux approches d'un orage. Aussi, le 27 février, et bien que l'ascension des devises étrangères n'ait pas cessé, une nouvelle ordonnance, sous le même contreseing, rouvrait la Bourse, pour les opérations qui y étaient pratiquées antérieurement au 18 février.

Exception était faite, cependant, pour toutes les opérations relatives aux blés, au sujet desquelles des dispositions spéciales devaient intervenir ultérieurement. En fait, les marchés de blés et avoines virent condamner, *sine die*, leur réouverture et celle-ci ne fut autorisée que le 14 août suivant.

Du point de vue économique, l'on peut s'étonner que les pouvoirs publics se soient faits, des marchés de la Bourse du Commerce, une conception telle

qu'ils aient pu croire que leur fermeture assainirait les opérations commerciales. Mais, si l'expérience a prouvé le mal fondé de ces préjugés, il n'en reste pas moins que la mesure ainsi intervenue a apporté aux transactions un trouble profond et prolongé et donné lieu à des problèmes juridiques des plus complexes.

L'on a beaucoup discuté, dans les milieux intéressés, de la légalité de l'intervention préfectorale. En fait, il n'y avait aucun précédent à cette mesure. Les auteurs admettent que la loi du 28 ventôse an IX, qui donne au Gouvernement le droit de créer des Bourses de Commerce, comporte, à titre de corollaire, la faculté de les supprimer, mais la fermeture temporaire est chose qui semble, à première vue, peut compatible avec le principe de la liberté du commerce proclamée par la loi du 2 mars 1791, article 7. En tous cas, il eut été nécessaire, pour que la mesure pût se fonder sur la loi de ventôse an IX, qu'elle revêtît la forme d'un décret, ce qui n'était pas le cas.

Il semble difficile, par ailleurs, de fonder la régularité de l'ordonnance en question sur l'arrêté du 29 germinal, an IX, pris en exécution de l'article XI de la loi de ventôse, lequel arrêté, en son article XIV, confère au préfet de police la police de la Bourse de Paris et le charge, en son article XIX de faire « sauf l'approbation du ministre de l'Intérieur, les règlements locaux qu'il jugera nécessaires, pour la police intérieure de la Bourse ». L'on ne peut qu'en

forçant, manifestement, le sens des termes, voir dans la fermeture brutale de tous les marchés, fermeture prolongée, pour certains d'entre eux, pendant six mois, une simple mesure d'ordre intérieur analogue à la répression des marchés clandestins ou à la fixation des lieux et heures d'ouverture des marchés.

Mais, s'il semble bien que l'ordonnance en question pût être déférée au Conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, il est certain qu'aucun recours de cet ordre n'est intervenu de la part des intéressés qui se sont bornés à de véhémentes protestations. En fait, à l'égard des relations privées des parties engagées dans des transactions sur les marchés officiels de la Bourse, cette mesure a eu des effets que personne n'avait pu envisager, faute de précédent. C'est à l'étude de certaines difficultés de *pur droit privé* que nous consacrerons la présente étude, laissant de côté la question de la régularité au point de vue du droit public, de la mesure prise par le ministre de l'Intérieur et le préfet de police, laquelle était, en réalité, un acte gouvernemental auquel les représentants du Ministère Public devant les tribunaux judiciaires n'ont pas hésité à attribuer le caractère du véritable « fait du prince ».

Il apparaît, à première vue, que l'arrêt brusque des transactions, surtout lorsqu'il intervient en pleine fièvre spéculative, doit apporter le plus grand trouble au règlement des transactions en cours. Au moment où cet arrêt se produisit les posi-

tions prises par certaines parties, soit à la hausse, soit à la baisse, n'ont pu trouver de contre-partie. L'exécution des marchés arrivés à échéance s'est trouvée compromise. La situation anormale ainsi créée, à l'improviste, a déconcerté toutes les prévisions. D'autre part, rien ne permettait de trouver une solution appropriée à ces difficultés, puisque la mesure était sans précédent. Sans doute avait-on vu, en 1914, les marchés brusquement arrêtés par le fait de la guerre, mais c'était là une hypothèse qui, pour anormale qu'elle fût, avait été dès longtemps prévue et réglementée. La résiliation des marchés en cours, au moment où intervint le décret de mobilisation, s'est produite conformément à des règles bien établies. Ici, au contraire, tout était à improviser et il était trop évident que quelle que soit la solution préconisée pour aboutir à un règlement des marchés en suspens, il y aurait des mécontents qui refuseraient de s'y soumettre.

D'autre part, les pouvoirs publics, dont l'initiative était à l'origine de ces difficultés, se refusèrent à la moindre intervention qui eut permis de les résoudre au mieux de l'ensemble des intérêts en présence. Ils laissèrent les particuliers livrés à eux-mêmes et les tentatives de ces derniers, pour arriver à trouver une transaction acceptable pour tous, ne devaient pas tarder à se révéler tout à fait insuffisantes.

L'examen de ces difficultés nous a semblé présenter un grand intérêt, parce que les opérations

complexes qui s'effectuent sur les marchés de la Bourse du Commerce sont, en général, peu connues, en dehors des milieux professionnels. Il est rare que la Jurisprudence ait à trancher un point de droit touchant à des transactions de ce genre. Ces marchés étroitement réglementés ne donnent, en général, pas lieu à litige et les règlements imposent aux parties la solution par voie d'arbitrage des difficultés qui naîtraient à propos de leur exécution.

Il faut donc des circonstances anormales pour que les transactions de la Bourse du Commerce soient présentées à l'appréciation des tribunaux. La question qui se présentait, fréquemment, autrefois, celle de l'opposabilité de l'exception de jeu en matière de marché à terme a été réglée par la loi du 28 mars 1885 qui répute légaux ces contrats et interdit aux parties de se prévaloir de l'article 1965 du Code civil. Toute contestation disparaissait donc sur ce point. Dès lors les juristes ont surtout envisagé ces marchés au point de vue de leur réglementation et des modifications que l'on y pouvait souhaiter. L'étude des rapports contractuels passait donc à l'arrière-plan.

Il est, en effet, tout à fait normal que, seule, la Jurisprudence, à l'occasion d'un litige qui nous montre le droit en action, de par la lutte des deux parties qui s'affrontent, nous permette d'envisager, dans son détail, un ensemble aussi complexe que celui d'une transaction à la Bourse du Commerce. Le cas d'espèce nous offre, d'un point de vue spé-

cial, un aperçu de certaines situations contractuelles auxquelles les professionnels sont trop habitués pour y prêter attention et dont les théoriciens sont souvent, aussi, mal informés. Ce qui peut donc donner quelque intérêt à notre recherche, c'est le fait qu'à un moment donné, sous l'effet de circonstances imprévues, des transactions qui auraient dû, normalement se régler sans donner lieu à la moindre discussion, ont été soumises à l'appréciation des tribunaux qui ont été mis en demeure de se prononcer sur le caractère et la portée des clauses de style spécifiant les engagements respectifs des parties.

Il est peu de chefs de ces engagements qui n'aient été, de part et d'autre, sollicités en sens contraire. C'est donc l'ensemble des stipulations habituelles, sur les marchés, qui a été soumis à l'appréciation des magistrats.

Dès lors, il est de peu d'importance que semblables difficultés ne soient peut-être plus de nature à se représenter dans les mêmes termes, les règlements des marchés de Bourse s'étant complétés en conséquence de l'expérience de leurs adhérents. Il reste, tout d'abord, que de gros intérêts ont été mis en jeu et que les décisions de Jurisprudence ont pu apporter aux affaires de nombreux professionnels de la Bourse, un trouble plus sérieux. Mais, surtout, il faut retenir, de l'examen de la Jurisprudence et de ses décisions contradictoires, l'analyse détaillée à laquelle les magistrats ont dû se livrer des termes

des contrats de Bourse ; leurs hésitations, leurs retours en arrière n'en sont que plus intéressants, car ils nous révèlent, dans toute leur complexité, les différents aspects selon lesquels on pourrait envisager chacun des termes du contrat, chacune des obligations des parties.

Et, de cette analyse ainsi rendue nécessaire, par la minutie avec laquelle les professionnels en présence ont respectivement précisé leurs points de vue réciproques et obligé les juges à statuer en prenant, devant eux, des conclusions détaillées, ne peuvent manquer de se dégager certains des traits caractéristiques de ce genre de transactions. Le but essentiel de nos recherches est d'aboutir à une meilleure compréhension du mécanisme des marchés de Bourse, au point de vue juridique.

Nous aurons donc à rechercher, à la lumière des espèces que la Jurisprudence a eu à examiner, dans quelles limites les règles du droit commun sont applicables à des contrats intervenus sur des marchés soumis à une réglementation particulière. Les parties se soumettent à cette réglementation en vertu de clauses de style ; mais qu'une circonstance extérieure vienne troubler les opérations prévues par le contrat, l'on verra l'une ou l'autre partie chercher à donner à telle clause un caractère accessoire, à telle autre un caractère d'une stipulation essentielle au contrat.

C'est ainsi que l'on a vu mettre en question, tout à la fois, la cause et l'objet du contrat. De même,

la qualité juridique en laquelle étaient intervenus certains contractants, a prêté à discussion. Les tribunaux se sont vu soumettre, également, l'appréciation de modalités diverses dont les contrats pouvaient être accompagnés. Les conditions de l'exécution, en particulier, de la livraison des denrées traitées, conditions étroitement réglementées sur les marchés de la Bourse, ont aussi donné lieu à discussion, en raison de l'impossibilité où l'on se trouvait de les remplir exactement.

C'est le contrat de Bourse, tout entier, dans ses diverses phases et ses modalités comme dans son but, qui a été ainsi soumis à l'appréciation jurisprudentielle. Nous aurons à analyser les décisions ainsi intervenues, à en comparer les termes et à en faire la critique. Ainsi, seulement, nous pourrions prétendre tirer un parti utile de l'étude de jurisprudence, volontairement limitée dans le temps et quant à son objet que nous entreprenons de réaliser. Cette étude ne touchera donc pas aux questions économiques si nombreuses qui se posent à propos des marchés de spéculation, de leur rôle régulateur et n'envisagera pas davantage leur plus ou moins d'utilité pour le public (producteurs ou consommateurs). Nous n'avons pas non plus l'ambition de présenter au législateur une réforme de l'organisation des Bourses du Commerce. Ces deux aspects de la question ont, à diverses reprises, fait l'objet d'études qui les ont rendues familières aux juristes et aux économistes. Nous nous contenterons de

prendre les faits tels qu'ils se sont présentés au cours d'une crise particulièrement révélatrice. Nous avons cherché à définir l'attitude des parties aux contrats litigieux et les raisons pour lesquelles ces contrats devenaient inexécutables, tels qu'ils avaient été conçus. En présence de l'acte gouvernemental qui les rendait impossibles, la question de l'existence d'une force majeure devait se poser. Nous avons recherché dans quels termes l'on avait prétendu établir l'influence de cette force majeure et dans quelles limites ou pour quelles raisons précises, il pourrait être excipé de cette impossibilité absolue d'exécution, condition indispensable pour que soit admise l'exonération de l'une des parties à raison d'une intervention extérieure irrésistible.

Notre travail se maintiendra donc sur le seul terrain juridique et, plus spécialement, sur le terrain du droit privé. Chemin faisant, cependant, nous aurons à apprécier l'autorité des règlements de la Bourse, à raison du caractère obligatoire qu'ils revêtent, pour tous ceux qui se livrent à des opérations sur le marché réglementé. Nous avons spécialement examiné les difficultés qui se sont élevées sur les marchés des blés et des avoines, lesquels sont restés fermés un temps assez long pour que de nombreux litiges aient surgi dont beaucoup se sont terminés à l'amiable mais dont certains d'entre eux ont été soumis au tribunal de Commerce de la Seine et à la Cour de Paris et, même, à la fin de 1928, à la Cour de cassation. La fermeture des autres

marchés a trop peu duré pour que des difficultés aussi graves se soient élevées pour le règlement des contrats qui y étaient en cours.

Il nous faudra, tout d'abord, bien préciser le caractère spécial des marchés de la Bourse du Commerce, tel qu'il ressort des pratiques qui y sont suivies. Le public de la Bourse est assez spécial et, dans ce public, les professionnels du marché officiel se différencient nettement des commerçants opérant au marché libre. Nous aurons, alors, à énumérer les clauses essentielles des marchés de la Bourse, telles que les règlements nous les présentent et à préciser la manière dont les contractants se trouvent soumis à l'application de ces règlements, à l'occasion des marchés auxquels ils souscrivent. Enfin, le mode d'exécution ou de liquidation de ces marchés achèvera de caractériser les obligations auxquelles les parties prétendent se soumettre.

Notre second chapitre sera consacré aux efforts faits par les intéressés pour sortir d'une situation devenue rapidement inextricable. L'échec des efforts des autorités syndicales nous amènera à définir les limites dans lesquelles les règlements obligent les contractants et sous quelles conditions.

L'analyse de la jurisprudence nous arrêtera ensuite, et nous permettra de bien préciser les règles de droit qui se posent dans l'analyse d'un contrat de Bourse de marchandises. Le revirement que marquent certaines décisions récentes nous permettra d'envisager une confrontation des argu-

ments successivement envisagés par les Tribunaux et une critique sérieuse d'une importante partie des décisions intervenues.

Cette critique fournira la matière des deux derniers chapitres de notre étude. L'un sera consacré à l'analyse des clauses du contrat quant à leur objet et à la recherche de l'intention des parties quant à son exécution. L'autre envisagera, plus spécialement, le contrat quant à l'attitude des parties et au rôle juridique qu'elles ont entendu y assumer,

CHAPITRE PREMIER

LES PRATIQUES DE LA BOURSE DU COMMERCE

SECTION PREMIÈRE

Les marchés de Bourse.

Les affaires qui se traitent à la Bourse du Commerce portent sur telle ou telle marchandise, chaque marché ne s'occupant que de certaines marchandises, à l'exclusion de toutes autres et c'est ainsi qu'à la Bourse de Paris, l'on traite, uniquement, au marché réglementé, les blés, les farines, les avoines, les sucres, les alcools et les huiles. Il convient de préciser « Marché réglementé » car à côté des opérations ainsi effectuées, peuvent, aussi, intervenir, en Bourse, des opérations directes entre non adhérents au marché, et ce sur toutes marchandises. C'est là le marché libre auquel ne saurait être appliquée la qualification de « Marché de Bourse ». Le lieu où interviennent ces transactions ne caractérise, nullement, des contrats qui pourraient aussi bien intervenir en tout autre endroit.

Ce qui caractérise les marchés de la Bourse du Commerce, c'est la réglementation stricte à laquelle

ils sont soumis, soit quant à leur forme, soit quant aux parties, soit quant au but poursuivi fort distinct de celui des contractants du marché libre.

Le but essentiel du marché est, en effet, non pas d'approvisionnement mais bien de spéculation, au sens économique du mot, c'est-à-dire l'établissement d'un cours, compte tenu des prévisions de l'offre et de la demande. Il ne s'agit pas de se munir pour faire face à des besoins dès maintenant existants, mais bien de chiffrer, par avance, les cours qui pourront être atteints dans un avenir plus ou moins proche et, par là même, d'étaler les mouvements possibles ou probables de ces cours. Le résultat de cette pratique, tous les économistes sont d'accord sur ce point, est de prévenir, par le fait même que l'avenir est nettement envisagé, les brusques sautes de prix et, même, d'éviter dans toute la mesure du possible, les mouvements du prix des denrées, ce qui sert l'intérêt, bien entendu, de tous les producteurs aussi bien que des consommateurs.

Il convient, cependant, de noter, tout de suite, l'aspect sous lequel le public, et pendant longtemps le législateur lui-même, ont envisagé les opérations en question. Spéculer c'est essentiellement prévoir, mais c'est aussi tabler sur certains éléments qui ne sont pas tous exactement connus. En ce sens l'on doit bien convenir que spéculer c'est jouer puisqu'un élément de chance intervient quant à la réalisation ou à l'échec des prévisions des parties. Aussi, les

marchés de Bourse, envisagés sous cet aspect ont-ils longtemps prêté à une appréciation péjorative, dont la Jurisprudence n'a pas toujours su se dégager, lorsqu'elle a eu à connaître des questions relatives à ces transactions.

Il y a là une grande part de prévention injuste, car, outre les services que les dites opérations rendent à l'ensemble du marché de la denrée qui leur sert de base, services que nous venons de préciser, il ne faut pas perdre de vue qu'en toute opération à titre onéreux, de quelque ordre qu'elle soit, interviennent, forcément, des perspectives de gain et de perte sur lesquelles il est bien difficile, à chacune des parties, d'être exactement renseignée. En toute opération de ce genre il y a donc un indéniable élément d'appréciation des chances favorables ou défavorables. Il n'en reste pas moins que les opérations de Bourse, pour rendre les services que le public est en droit d'en attendre, doivent être soumises à une stricte réglementation, tendant à en assurer la sincérité et à assurer l'exécution des engagements intervenus, à préciser, bien nettement, le sens et la portée de ces engagements.

De tels règlements sont, forcément, l'œuvre soit des pouvoirs publics ou des autorités administratives, soit des intéressés eux-mêmes représentés par des organes corporatifs et sous le contrôle de l'Administration : règlements de police et règlements syndicaux.

La loi du 28 ventôse, an IX, confère au Gouver-

nement le droit d'établir des Bourses de Commerce là où il le juge convenable (art. 1^{er}) et, de fait, c'est l'arrêté des consuls du 3 messidor an IX qui réglemente la Bourse de Paris déjà existante sous l'ancien régime.

En exécution de l'article 11 de cette loi, l'arrêté du 29 germinal an IX attribue au préfet de police la police de la Bourse et lui permet, sauf approbation ministérielle, de faire les règlements locaux jugés nécessaires pour la police intérieure de la Bourse. Ce sont là des termes étroitement limitatifs donnant au préfet des pouvoirs de police, dans le seul but d'assurer l'ordre matériel et le fonctionnement paisible et régulier du marché officiel par la répression des marchés clandestins en particulier. De tels règlements sont affaire d'opportunité immédiate et le préfet a donc un droit propre de décision, sans avoir besoin d'en référer au ministre. Aucun intérêt d'ordre général n'est engagé qui nécessite l'intervention de l'autorité centrale.

Il n'en saurait aller de même en ce qui concerne les règlements proprement dits des marchés. Sur ce point, l'autorité administrative laisse l'initiative aux autorités syndicales mais sous le contrôle des pouvoirs publics. C'est qu'ici l'appréciation d'intérêts économiques généraux entre en jeu et l'on ne peut en laisser la charge qu'aux principaux et aux plus directement intéressés, sous le contrôle des représentants de l'intérêt général. Au préfet de police le soin de prendre toutes mesures pour repri-

mer des désordres locaux, aux chambres syndicales à élaborer les règlements des marchés qui seront soumis à l'approbation du ministre. Il existe, ainsi, un règlement par marché et ces règlements résultent d'une délibération syndicale homologuée par un arrêté du ministre du Commerce lequel paraît au *Journal Officiel*. C'est ainsi que les marchés des blés, seigles, avoines et orges, de la Bourse de Paris, sont actuellement régis par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1924, modifié par celui du 31 décembre 1928 (*Journal Officiel* du 1^{er} janvier 1929). Il existe autant de règlements que de matières traitées en Bourse, mais les chambres syndicales qui les établissent peuvent être mixtes et c'est ainsi qu'à la Bourse de Paris il n'existe qu'une chambre syndicale pour les marchés de blés, seigles, avoines (noires et diverses) orges de brasserie et farines fleur, alors qu'il n'existe qu'un syndicat indépendant pour le marché des sucres. Les chambres syndicales, ainsi qualifiées pour l'établissement des règlements, sont l'émanation des syndicats qui groupent tous les adhérents aux divers marchés.

Les buts essentiels du règlement sont la définition de la base fondamentale du marché et, par conséquent, des conditions que doit remplir la marchandise qui y est traitée, des conditions dans lesquelles interviennent toutes opérations de vérification et des conditions de conservation de ces marchandises. Ils définissent, d'autre part les droits et les obligations des contractants, les conditions de cota-

tion et de vérification des cours, enfin le mode de liquidation des marchés intervenus en Bourse, le mode de livraison de la marchandise et les conditions dans lesquelles seront arbitrés les conflits entre co-contractants.

C'est donc un véritable contrat type applicable, en principe, à toute opération intervenue au marché officiel, qui ressort de ce règlement et c'est de là que résultent les différences essentielles entre le marché libre qui ne connaît pas de restrictions à la volonté des parties et le marché réglementé où tout : objet du contrat, agrément de la marchandise et conservation de celle-ci, exécution du contrat, est soumis, en principe, à des clauses minutieusement détaillées ne laissant, à peu près, aucune place à l'interprétation et à la liberté de discussion des parties. C'est une forme bien spéciale de contrat par adhésion qui s'impose, comme nous allons le voir, non seulement aux adhérents du marché, représentés par leur chambre syndicale, dans l'élaboration du règlement, mais, en fait, à tous ceux qui veulent traiter une opération quelconque en marché réglementé.

Les marchés de la Bourse du Commerce sont fréquentés par des catégories fort nombreuses et différentes de personnes qui viennent y faire des opérations. Il convient, tout d'abord, de distinguer les adhérents au marché réglementé des opérateurs du marché libre.

Les adhérents sont ceux qui fréquentent, habituellement, la Bourse, sont inscrits, soit au Syndicat

général ou à l'un des syndicats spéciaux aux divers marchés et versent, de ce fait, une cotisation. Tout commerçant peut être adhérent, aux conditions ordinaires de capacité, pour exercer le commerce et sous condition de n'avoir pas subi de condamnations afflictives ou infamantes, de n'être pas failli ou liquidé judiciaire. En fait, l'inscription au syndicat n'intervient qu'après présentation et ainsi s'établit un contrôle qui élimine les éléments non désirables. En fait, le public de la Bourse, se compose, essentiellement, des adhérents aux divers syndicats.

Il convient, en particulier, de relever le rôle essentiel des courtiers et des commissionnaires. Nous n'insisterons pas sur le rôle juridique des uns et des autres, nous bornant à constater que les courtiers ne prennent d'autre part aux marchés où ils interviennent, que de rapprocher les parties alors que le commissionnaire exécute les ordres du client dont il est le mandataire. Dans l'intérêt de la clarté de nos développements futurs, il convient de bien préciser le rôle du commissionnaire intervenant à une opération commerciale, sur l'ordre et pour le compte d'une seule des parties. A l'inverse de ce qui se passe dans l'opération de courtage, le contrat de commission comporte obligation d'exécuter l'ordre reçu et d'en rendre compte. Mais, étant mandataire, il n'est aucunement tenu à l'égard des tiers. C'est l'application pure et simple du droit commun. Mais, ici, un élément tout particulier du contrat de commission intervient, qui ne saurait être négligé, sans

en fausser les termes. Le commissionnaire à la Bourse du Commerce, forcément adhérent au syndicat du marché où il opère professionnellement, est tenu pour tout contrat intervenant par son intermédiaire au marché réglementé, d'opérer dans les conditions précisées par les règlements et, par une clause de style, il exige de ses clients leur soumission de principe, en ce qui concerne le contrat à intervenir, aux « clauses et conditions du marché ».

Les clients, en effet, ne sont pas forcément des adhérents au syndicat ni même toujours des commerçants. S'il existe, parmi eux, une grosse majorité de professionnels, producteurs ou industriels, il y a aussi des spéculateurs. Les premiers, même adhérents aux divers syndicats, fréquentent peu la Bourse et, cependant, sont obligés de se tenir au courant des cours et de se prémunir, par avance, contre leurs brusques variations. Du fait qu'ils opèrent, habituellement, sur une denrée déterminée, ils sont obligés de passer des marchés d'approvisionnements et, plus encore, à raison du temps parfois lointain, où ils auront besoin des marchandises traitées par eux ou, au contraire, auront à écouler leur production future, il leur faudra se prémunir par des marchés de couverture contre les chances d'une brusque variation des cours. Pour eux, donc, aux opérations réelles qui sont leur raison d'intervenir, se joignent des opérations de prévision, c'est-à-dire de spéculation rentrant dans le cadre des opérations fictives dont nous traiterons plus loin et qui constituent la

raison d'être essentielle des Bourses de Commerce.

Les spéculateurs non adhérents sont un élément étranger aux opérations commerciales habituelles qui risquent leurs chances à la Bourse : commerçants opérant sur des denrées toutes différentes de celles qui constituent l'objet de leur commerce, non commerçants même. Contractant en fraude des règlements, ils ajoutent à l'opération de spéculation qui, pratiquée par les professionnels, ne présente, pour l'intérêt général que des avantages, un caractère différent, celui d'un jeu et l'on comprend que les règlements syndicaux leur imposent des conditions rigoureuses. Pour toute opération à intervenir, ils doivent se soumettre aux règlements du marché ; il peut être exigé des dépôts et marges de garantie.

A l'égard des uns ou des autres, le commissionnaire est donc tenu de l'exécution du marché, mais, seulement, dans les conditions définies par le contrat de commission, lesquelles comportent toujours stipulation que les opérations interviendront aux « clauses et conditions du marché ». Sur ce point, le fait que le commissionnaire est du croire ne modifie nullement le caractère de son obligation. Il ne peut accomplir une opération à lui ordonnée que dans les conditions fixées par le règlement auquel s'est soumis, expressément le commettant.

Il résulte, donc, de la situation ainsi définie, que l'ensemble des marchés de Bourse, en tant du moins qu'il s'agit des marchés officiels, est défini par les prescriptions de chaque règlement et que l'on ne

saurait, sans modifier, arbitrairement, les conditions du contrat intervenu entre les parties, faire abstraction d'une quelconque de ces « clauses et conditions du marché auxquelles elles ont subordonné leur mutuel consentement.

A côté du marché réglementé, le marché libre intéresse, surtout, les producteurs et commerçants qui cherchent à traiter au comptant sur marchandises effectives. Il s'agit là de marchés d'approvisionnement dépourvus de toute vue spéculative. L'entrée de la Bourse étant libre, en principe, il est tout à fait normal que les détenteurs et les acquéreurs de marchandises viennent s'y rencontrer et y conclure des affaires, en dehors de toute condition d'adhésion au syndicat d'un marché déterminé ou ou de soumission à ses clauses. En particulier, en ce qui concerne les Bourses de denrées agricoles, comme celle de Paris, les agriculteurs y viennent chercher occasion d'écouler leurs grains, en même temps que se faire une idée des tendances des cours. Mais la Bourse n'est, en cette acception, qu'un lieu commode de rendez-vous. Les marchés intervenus au marché libre pourraient être aussi bien conclus partout ailleurs. C'est pourquoi, et bien qu'il s'agisse de marchés conclus à la Bourse, l'on ne peut considérer les opérations du marché libre comme des opérations de Bourse, au sens précis du terme qu'il convient de réserver aux seules opérations du marché réglementé.

SECTION II

La base des marchés de Bourse.

Les opérations dont nous venons de formuler le but et la portée ont pour objet des marchandises diverses, chaque bourse étant spécialisée dans les transactions sur une ou plusieurs denrées. Mais, une difficulté, ignorée des opérateurs de la Bourse des valeurs est inhérente à toute transaction en Bourse du Commerce. Elle tient au manque d'identité absolue entre deux marchandises de même valeur. C'est la difficulté à laquelle l'article 1246 du Code civil apporte une solution satisfaisante en ce qui concerne les besoins courants des transactions entre particuliers isolés. Les denrées vendues sans spécification spéciale doivent être marchandes et de qualité moyenne. Mais une telle définition ne peut être suffisante lorsqu'il s'agit d'opérations portant sur des quantités énormes et donnant lieu à des spéculations dont la précision doit pouvoir être rigoureuse pour produire un résultat utile quant à la régularité des cours. Il faut donc, par des procédés quelque peu artificiels, faire de la marchandise envisagée une matière essentiellement fongible ayant exactement les mêmes qualités d'un lot à l'autre, sans qu'il y ait lieu, à l'examen entre les parties de la qualité et de la valeur de la denrée à livrer éventuellement. Ce ne sera pas sur toute marchandise désignée par le terme, blé, avoine ou sucre de valeur moyenne mais

sur du grain ou du sucre de qualité parfaitement déterminée que l'on va traiter et c'est sur ce genre de marchandise qu'il convient de raisonner lorsque l'on envisage les opérations intervenues à la Bourse du Commerce.

Nous envisagerons, spécialement, ici, le marché des blés de la Bourse de Paris, marché sur lequel la fermeture prolongée intervenue en 1924, a eu les conséquences les plus sensibles. Le règlement définit, ici, comme pour la plupart des autres marchés de denrées (exception faite pour ceux où entre en ligne de compte une question de goût : vins ou huiles) les conditions précises auxquelles doit satisfaire ce type idéal auquel il convient de se reporter, par comparaison, pour l'appréciation des cours : le blé du marché de Paris. L'on peut, sans trop forcer l'expression, voir là quelque chose de semblable à ce type idéal du bon père de famille, envisagé dans les contrats du droit civil. Mais, ici, les qualités exigées de la denrée type sont minutieusement définies. Le règlement du marché des blés prend, pour base fondamentale, un « blé d'essence tendre et de bonne qualité » (article 1^{er}). Il précise que sont exclus tous blés qui s'écartent d'une façon quelconque de cette définition (blés étuvés, blés durs, poulards, etc...) qui ne sont pas identiques à la base fondamentale du marché (article 3). Une limitation très stricte des déchets et corps étrangers se rencontrant, normalement, dans le blé, est, également formulée. Le règlement précise les réfections

à opérer sur le prix des marchés s'il existe de tels déchets, en quantité assez faible pour que le blé ne soit pas refusable. D'autres articles précisent les conditions particulières d'admission des grains de provenance étrangère.

Nous sommes bien en présence d'une valeur de Bourse sur les qualités de laquelle acheteurs et vendeurs ne peuvent avoir d'hésitation et quand un cours sera coté en Bourse, la comparaison sera toujours possible de tout blé différent au « blé du Marché de Paris ».

Mais, à la Bourse, il ne s'agit pas de telles comparaisons, nécessaires sur le marché libre. Les adhérents au Syndicat ne traitent au marché officiel que du blé défini comme base fondamentale de ce marché. Le règlement précise, en effet, formellement, que toute affaire traitée aux clauses et conditions du marché est régie sans aucune exception par ses dispositions et « implique, pour toutes les parties contractantes, clients ou membres du Syndicat de s'y conformer réciproquement ». En fait, tous les marchés passés par les commissionnaires portent la formule de style d'adhésion des parties aux « clauses et conditions » du marché réglementé.

Mais l'organisation du dit marché ne se limite pas à une définition, si stricte qu'elle puisse être, de la marchandise traitée. En dehors de ses fonctions réglementaires qui lui permettent de fixer une telle définition, la Chambre syndicale assure la

direction des services qui assurent l'exécution de ses prescriptions et par là même la sécurité des contractants, service d'expertise et de conservation des denrées. Aucun lot de blé ne peut, en effet, être livré sans qu'une expertise ne soit intervenue et n'ait déterminé le montant des réfections à faire subir au prix convenu, pour non-conformité avec la marchandise étalon, dans les limites très étroites où de telles différences peuvent être admises aux termes du règlement.

Toute marchandise expertisée peut être conservée dans les magasins généraux créés par le Syndicat. Mais, il ne peut y avoir livraison en exécution d'un marché que dans les entrepôts ou magasins généraux limitativement admis par le règlement du marché. Le règlement, par ailleurs, définit minutieusement les formalités des livraisons des lots ainsi expertisés et entreposés par les soins et sous le contrôle de la Chambre syndicale. Les livraisons donnent lieu à l'établissement et à l'arrêt des filières, toutes formalités obligatoires pour l'exécution en nature d'un marché intervenu sur du « blé du marché de Paris, aux clauses et conditions de ce marché », formule de style dans les contrats intervenus au marché officiel.

Toutes les conditions d'expertise, de magasinage et de livraison définissent donc la base fondamentale du marché et, par là même, l'objet des contrats qui s'y traitent, en tant du moins que les contractants envisagent, ce qui n'est pas souvent le cas,

une livraison effective. Il convient donc de bien préciser que tout contrat intervenu au marché officiel porte, non sur un blé quelconque de qualité marchande, comme c'est le cas au marché libre, mais bien sur un blé spécial, non pas seulement conforme à un étalon défini mais qui est partie de cet étalon : un lot à livrer parmi les blés expertisés et emmagasinés, lot livré dans les conditions prévues au règlement du marché. Ce n'est qu'à ces conditions que l'on pourra avoir du « blé du marché de Paris » toute autre marchandise, si conforme soit-elle aux exigences réglementaires, ne pouvant être l'objet d'un contrat. Le but même de l'opération de Bourse ne se prête, en effet, à aucune approximation. Il faut que le cours établi s'entende d'une marchandise parfaitement identique à elle-même et c'est à assurer cette identité que tendent toutes les exigences que nous venons de signaler et sur lesquelles nous aurons à revenir. De ce fait, nous sommes fort loin des contrats de vente commerciale ordinaires et aucun argument d'analogie ne saurait être invoqué, de ces contrats et de leurs conditions d'exécution, à l'interprétation d'un contrat de Bourse.

Il est intéressant de bien fixer ce point pour nous permettre une appréciation exacte de la jurisprudence qui s'est établie tout d'abord sur les litiges nés de la fermeture de la Bourse du Commerce en 1924. Toute confusion entre marché libre et marché réglementé doit être écartée, non seulement en ce

qui concerne les formes seules des contrats intervenus dans l'un et l'autre cas, mais, en ce qui touche au fond même de ces contrats et à la nature de la denrée, sur laquelle les parties, d'un commun accord, ont fait porter leurs opérations.

Si, donc, nous avons défini les marchés de la Bourse du Commerce, comme ayant un but différent, au moins dans leur ensemble, selon qu'il s'agit de marché libre ou de marché officiel, si nous avons indiqué comment, sur ce dernier, étroitement réglementé, se définissait l'objet si spécial des transactions, il nous sera, maintenant, facile de montrer comment, sur un pareil marché, s'occupant essentiellement de spéculation sur une denrée étalon, l'on a pu s'écarter de toute idée de fourniture effective et faire abstraction d'une matière dont la livraison n'est envisagée par personne, pour s'occuper seulement de ses cours.

SECTION III

Le marché fictif, véritable aspect de l'opération à la Bourse du Commerce.

De ce qui précède, il résulte que le marché, à la Bourse du Commerce, n'est pas un organe d'échange de produits naturels ou denrées existant en disponible. Il ne s'agit pas, pour les acheteurs, de venir s'y approvisionner et c'est là la différence essentielle des Bourses du Commerce modernes avec les foires d'autrefois auxquelles elles se sont substi-

tuées. Organe de régularisation des cours, le marché met en présence des spéculateurs, intéressés au commerce d'une denrée déterminée, dont ils ne peuvent stabiliser les prix qu'au moyen d'une masse de marchés de couverture, destinés, non pas à être exécutés, ce qui serait matériellement impossible, mais à s'annuler réciproquement par une série d'opérations de compensation et de liquidation. Ce caractère spécial du contrat de Bourse s'accroît encore, du fait que l'on opère sur une marchandise type, minutieusement définie et à laquelle ne correspond nullement, la moyenne, essentiellement variable des denrées de même nature, existant en disponible aux mains des producteurs et des intermédiaires.

A plus forte raison en est-il ainsi, puisque cette marchandise étalon ne peut exister que dans certains magasins généraux où elle est expertisée, conformément aux conditions du règlement et d'où elle ne peut sortir qu'à la suite de l'accomplissement de formalités assez complexes pour assurer la sécurité entière des contractants, au moins dans une période que ne viendrait troubler aucun événement extérieur de nature à interrompre la marche normale des opérations. Mais en revanche, ces opérations sont trop complexes pour permettre à ces contractants de compter, raisonnablement, que l'exécution de leurs engagements puisse, normalement, se faire par la livraison effective des marchandises. Il convient d'ajouter que l'exigence par les règlements d'un minimum très élevé pour chaque

transaction rend encore moins probable la transmission effective des marchandises traitées.

C'est pour conserver aux marchés de Bourse leur vrai caractère de spéculation au sens économique de ce terme, les réserver aux professionnels, en écartant les spéculateurs au sens péjoratif du mot, c'est-à-dire les amateurs dont l'intervention pourrait troubler le marché, que les minima ont été fixés. Pour les marchés de blé, en particulier, il ne peut être traité que des lots indivisibles de 250 quintaux métriques. Mais par là, même, l'on se trouve, en fait, écarter du marché réglementé, la presque totalité des producteurs de blé.

Les contrats qui interviennent sur ce marché mettent donc en présence des non-producteurs qui traitent sur des marchandises qu'ils ne voient pas. Les quantités, ainsi traitées sont trop considérables pour donner lieu, commodément, à des livraisons effectives, aussi le marché au comptant est-il là très rare exception. En règle générale, il n'intervient, à la Bourse du Commerce que des marchés à terme, dont la plupart sont destinés à se compenser les uns avec les autres et à se liquider, sans aucun déplacement de marchandises, par le paiement de simples différences.

Il s'agit donc de marchés fictifs, puisqu'au moment même de traiter, aucune des deux parties n'a l'intention de donner au contrat une exécution autre que ce paiement d'une différence. Ni le vendeur, ni l'acheteur n'ont, à aucun moment, l'idée de recevoir

la chose à l'arrivée du terme fixé, mais selon que le cours monte ou baisse, entre le jour de la conclusion du marché et l'échéance de ce terme, soit le vendeur, soit l'acquéreur, devra à son co-contractant le montant de la différence de cours. Ils n'ont donc, ni l'un ni l'autre, la marchandise en vue à aucun moment ; ils peuvent, même, n'avoir jamais su distinguer du blé de l'avoine ou du seigle ; la marchandise, pour eux, n'existe que sur le papier, c'est-à-dire sur le bordereau du commissionnaire et les registres de la caisse de liquidation. Ainsi envisagée, la denrée traitée n'est pas le véritable objet du contrat de Bourse : elle en est, seulement, l'occasion.

Le caractère fictif de tels marchés ne saurait être dénié, puisqu'il ne s'agit pas d'écouler une marchandise, mais, seulement, d'en évaluer le prix à différents termes et de tirer bénéfice de cette prévision.

L'objet du contrat n'étant pas, comme dans les ventes de denrées intervenues hors de la Bourse, une marchandise individualisée, mais, seulement, un chiffre, une quantité d'un genre que les parties ne voient qu'à travers un règlement, il n'y a pas, en pratique, de limite à la spéculation ainsi pratiquée, si ce n'est dans les marges et dépôts exigés par les intermédiaires, lors de l'ordre qui leur est donné ; ils peuvent, d'ailleurs, à leur gré, dispenser leurs clients de ce versement préalable. Plus, encore c'est de cette faculté de traiter des quantités fic-

tives par masses énormes, que naît la stabilité relative des cours, tout mouvement de ceux-ci pouvant être ainsi fortement freiné. C'est le mécanisme même de l'opération de Bourse et ce qui peut en sembler l'exagération, c'est-à-dire la pratique courante du marché fictif qui assure les résultats les plus favorables de la spéculation.

Aussi, le marché fictif ou, plus exactement, celui qui se solde par règlement de différences, est-il de beaucoup le plus pratiqué et, même, le seul normal, dans les Bourses de Commerce. De statistique diverses, il ressort qu'à différentes époques, 85 à 95 % des affaires qui s'y traitent, se soldent par un semblable paiement. Pour le blé, il se vend dans les Bourses, des quantités qui représentent 15, 30, 50 fois des disponibilités connues et, même, la récolte du monde entier. C'est sur toutes les places et pour toutes les denrées qu'existe cet écart énorme entre la quantité vendue à terme et les stocks disponibles. Il faut donc, sans se tenir aveuglement à une fiction, que la réalité dément, de façon aussi catégorique, admettre que le véritable objet du marché à terme dans les Bourses de Commerce, n'est pas et ne saurait être une livraison de denrée effective. C'est au fait, non à la fiction qu'il convient de s'attacher.

Sans doute, la livraison est toujours prévue au contrat, alors, même qu'elle ne serait pas dans l'intention des parties ; sans doute, aussi, une procédure est prévue par le règlement pour assurer l'exé-

cution de cette livraison par la délivrance et la mise en circulation de filières, mais celles-ci, si elles représentent bien une marchandise effective, se transmettent à leur tour ; une série d'acquéreurs l'auront entre les mains et, bien souvent, le dernier d'entre eux traitera avec le vendeur, liquidant l'opération par un règlement de différences. Bien souvent, donc, l'on pourra mettre la même marchandise en filière et faire, ainsi, sur elle, une foule de transactions qui seraient inexécutables si le règlement devait s'en faire d'une autre manière.

Dans la commune intention des parties, qu'il s'agisse de commissionnaires ou de spéculateurs, que la différence seule intéresse, il n'y a d'achat que pour revendre et, même bien souvent, la vente faite à terme précède l'achat. Tout contrat est, en principe, fait pour être compensé par un contrat contraire et l'un n'est conclu qu'en considération de l'autre. L'on ne saurait, sans fausser la commune intention des deux contractants, envisager séparément l'exécution d'un contrat, alors qu'il ne constitue qu'un des maillons d'une chaîne indéfinie.

Tout trouble survenu dans le mécanisme des opérations, par une cause extérieure, s'il en résulte un arrêt de cette chaîne, doit donc entraîner des conséquences tout à fait étrangères à la volonté que les parties avaient en contractant, en séparant l'un de l'autre les termes d'une opération qu'à l'origine elles ont conçu comme un bloc.

Pour elles, en effet, il s'agissait d'une opération

d'ensemble, constituant un tout indivisible où la vente et l'achat devaient être inséparables et se compenser par le paiement d'une différence. C'est le caractère essentiel de ce que l'on nomme les « marchés différentiels ».

De cette analyse du contrat, parfaitement exacte, au point de vue psychologique, l'on a voulu tirer des conséquences juridiques. Mais sur ce terrain de la véritable intention des parties, l'on ne peut admettre que les contrats de Bourse puissent être ainsi subordonnés, chacun, à celui qui viendra le compenser. Quelle que soit l'importance des marchés différentiels, il est faux de considérer chacun d'eux comme subordonné à une véritable condition résolutoire : l'accomplissement possible d'une opération inverse lors de l'échéance. Il y a, en effet, d'autres opérations de Bourse que les « marchés différentiels ». Que ceux-ci soient, de beaucoup les plus nombreux, qu'en fait ils soient, généralement, envisagés lors de la conclusion d'un contrat, il n'en faut pas moins constater que rien à l'origine ne distingue le marché destiné à donner lieu à une livraison effective de celui qui doit se dénouer par le paiement d'une différence et que, pour ceux-ci mêmes, chacune des parties contractantes conserve le droit absolu de se refuser à cette sorte de règlement.

Il en est d'autant plus ainsi que l'analyse de l'opération de Bourse, telle que nous l'avons présentée et telle qu'elle se présente, en fait, n'est

exacte que si l'on considère l'ensemble des contrats intervenus sur un marché et, même, sur les différents marchés qui traitent la denrée envisagée. C'est sur cet ensemble que se répercutent les conséquences des transmissions intervenues et c'est là, seulement, que se produit l'étalement des cours. Que chaque contrat intervenu en un sens, se dénoue, en fait, par un autre, intervenu en sens contraire, c'est exact, mais le nouveau contrat n'intervient pas, forcément, entre les mêmes personnes. Le mécanisme de la livraison par filières a pour but, précisément, de permettre, lorsque le règlement ne se fait pas sur simple paiement d'une différence, de pouvoir prolonger l'opération, en donnant des chances nouvelles d'atteindre une contre-partie disposée à admettre le règlement par compensation. C'est donc sur l'ensemble du marché et non à l'égard des contrats particuliers que se manifeste, de façon exacte, le caractère psychologique, plus spécial des contrats de Bourse si fort éloignés de la notion d'exécution effective.

Le règlement des divers marchés manifeste cet aspect bien spécial des relations entre les intéressés, en prévoyant l'établissement de cotes de liquidation établies, chaque jour, par une commission composée de délégués de la Chambre de commerce de Paris, de la Chambre syndicale du marché intéressé et de courtiers assermentés. La cote ainsi déterminée constitue la base des liquidations du mois courant. C'est à ce prix que les vendeurs peu-

vent, au jour qui leur agréé, dans le mois où ils doivent faire la livraison, liquider leur marché. S'ils attendent au dernier jour pour s'exécuter, c'est sur la base de liquidation de ce jour que doit, obligatoirement, s'effectuer le règlement. L'établissement de cette base permet, outre le paiement régulier des différences, la pratique de toute une série de compensations entre opérations en sens contraire, de façon à ce que l'ensemble ne donne lieu qu'au plus faible montant possible des livraisons effectives. C'est également, sur ces bases que se fait la résiliation des marchés en cours, en cas de cessation de paiements de la part de l'une des parties.

C'est par le jeu de ce mécanisme complexe que les ventes et achats isolés qui apparaissent seuls, dans le libellé des ordres donnés et exécutés en Bourse, contrats qui doivent être soumis aux principes du droit commun du contrat de vente, sous réserve des dérogations apportées à ces principes par le règlement du marché, se liquident en presque totalité, sans mouvement de denrée et, même, sans livraisons, celles-ci fussent-elles effectuées par voie de filière. L'ensemble des marchés donne lieu à un chiffre fort élevé de transactions mais, pratiquement, celles-ci restent fictives et c'est bien là ce que désirent les parties. Puisque celles-ci n'envisagent qu'une marchandise papier à laquelle l'étalon, effectivement existant dans les magasins généraux sert de base, sans être envisagé en lui-même, il est

normal que tout marché de spéculation soit essentiellement fictif.

A leur gré, d'ailleurs, les parties peuvent limiter ou augmenter leurs risques en usant des contrats avec primes ou sur facultés. Dans le premier cas, l'une d'elle se réserve la faculté de se désister, sous réserve du paiement de la prime convenue, ainsi que cela se pratique, couramment, à la Bourse des valeurs. Dans le second, le vendeur a le droit de livrer ou l'acquéreur le droit d'exiger, selon le cas, deux ou plusieurs fois la quantité ferme figurant au contrat, la réponse des facultés se faisant suivant les mêmes règles et la liquidation s'opérant de la même façon que pour les primes aux termes des règlements des divers marchés.

Par le jeu de ces clauses, le caractère du contrat de spéculation s'affirme davantage encore ; il est évident, en effet, que la stipulation d'une prime est incompatible avec un contrat fait en vue de la livraison effective de la marchandise. C'est le marché différentiel avec limitation du risque. Quant au marché avec faculté, c'est la possibilité laissée, à la partie qui bénéficie de cette clause, d'augmenter l'importance de la quantité tout d'abord prévue, donc, dans les limites de cette faculté, d'augmenter le gain réalisé en cas de prévisions justifiées par l'événement. La considération du besoin effectif des denrées est donc plus étrangère encore à de tels contrats, qu'à ceux qui interviennent sur une quantité ferme et sans possibilité de dédit.

Quelle que puisse être l'utilité de la spéculation de Bourse, il n'en est pas moins exact que le sens et la portée en échappent fort souvent aux non-professionnels et que l'on envisage, trop souvent, toute spéculation de cet ordre, sous le seul aspect d'un jeu pur et simple. C'était à ce titre que les tribunaux ont, pendant fort longtemps, permis d'opposer l'exception de jeu aux demandes de paiement de différences, à raison de marchés à terme. Il a fallu, pour que cette Jurisprudence cédât, l'intervention du législateur. L'article 1^{er} de la loi du 28 mars 1885 déclare légaux tous les marchés à terme sur marchandise avec présomption *juris et de jure*, en faveur de leur validité.

Il n'en reste pas moins que si l'exception du jeu n'est plus invoquée en justice, les tribunaux, obéissant aux préventions du public, ont conservé une grande répugnance à se livrer à l'analyse approfondie des opérations de spéculation. Les marchés de la Bourse du Commerce ont un caractère trop spécial pour ne pas paraître, au premier abord, quelque peu suspects. L'appel fait à la spéculation, à laquelle il est bien difficile d'éviter une signification péjorative, le caractère fictif des marchés différentiels et leur nette prédominance suffisent à donner lieu à des préventions. Il faut ajouter le mécontentement des producteurs et, en particulier, des agriculteurs qui se voient imposer un cours venu de marchés où ils n'interviennent jamais.

La complexité des opérations vient, encore aggra-

ver ces préventions : les producteurs voient, essentiellement, dans le marché de Bourse, l'intervention d'intermédiaires qui traitent d'une denrée type souvent fort lointaine de la denrée existant réellement dans le commerce; ils reprochent et, parfois avec raison, à ces intermédiaires, de traiter ainsi, sans cesse, des quantités énormes d'une marchandise qu'ils ignorent et à laquelle, cependant, leurs opérations imposent un cours. Devant cette masse de marchés fictifs où vient passer, sur le papier, un fort grand nombre de fois, les stocks disponibles et même la récolte du monde, sans que le commissionnaire au Marché des blés ait à connaître ou à apprécier la marchandise et même à reconnaître un grain de blé d'un grain d'avoine, toutes les apparences sont, effectivement, contre les spéculateurs. L'impossibilité où ils sont de réaliser, matériellement, leurs contrats par des livraisons effectives apparaît au seul énoncé des chiffres énormes des quantités quotidiennement traitées. Aussi, le public a-t-il souvent réclamé au législateur ou aux autorités administratives des mesures destinées à combattre cette spéculation rendue responsable, par les producteurs de toutes les baisses, par les consommateurs de toutes les hausses qu'elle ne fait que constater et, bien au contraire, contribuer à atténuer.

Or, la Bourse est, nous l'avons vu, un organisme assez complexe sur lequel toute intervention extérieure peut produire les conséquences les plus

graves. Les mesures, ainsi réclamées par le public, lorsqu'elles interviennent, frappent le plus souvent à contre-sens du but poursuivi. Les contrats en cours sont profondément troublés si, même, ils ne deviennent inexécutables. Les conséquences, désastreuses pour certains, qui viennent à s'ensuivre, ne sauraient intéresser le public qui, prévenu contre la spéculation, ne manquera pas de voir, dans l'écrasement d'acheteurs ou de vendeurs à découvert, une conséquence naturelle des opérations entreprises par eux et même la justification la plus adéquate de la mesure intervenue.

Quant aux tribunaux, il serait vain d'espérer d'eux une jurisprudence de nature à rendre la crise boursière moins sensible. Le plus souvent, en effet, les juges partageront inconsciemment, peut-être, une partie des préventions du public contre les professionnels de la Bourse. D'autre part, le mécanisme des contrats de Bourse est trop complexe pour que l'on puisse, aisément, saisir l'enchaînement des opérations qui les constituent. Aucun indice, aucun signe extérieur ne vient distinguer le contrat différentiel d'un marché à livrer intervenu sur le marché libre en vue d'une exécution effective. Les diverses opérations apparaissent donc, en droit, comme nettement distinctes. Quant aux modalités auxquelles les soumet l'adhésion obligatoire des parties aux clauses et conditions du marché réglementé, leur rôle et leur importance peuvent ne pas paraître de nature à modifier, entièrement, l'aspect du contrat. Pour les

juger, tout se réduira, aisément, à l'examen d'opérations distinctes de vente et d'achat, analogues à celles qui se passent au marché libre et qui ne prêtent à aucune interprétation particulière, d'où la tendance naturelle des juges à voir, dans les litiges soulevés par des crises de ce genre, de simples questions de fait, ne donnant lieu à aucune appréciation de droit.

C'est ce que nous verrons, en particulier, dans l'examen de la situation créée par l'intervention de l'arrêté de fermeture de la Bourse, du 18 février 1924. La hausse brusque des devises étrangères correspondant, en fait, à une baisse de notre monnaie, entraînait, fatalement, une hausse désordonnée de toutes les denrées. La Bourse, organe de régularisation des cours, subissait l'effet de cette hausse générale. La fermeture du marché mettait les vendeurs hors d'état de se couvrir par des achats correspondants. Par ailleurs, les divers organes de la Bourse suspendaient leur activité. Une situation inextricable allait être créée dont on ne pourrait sortir que par des décisions des organes de la Bourse ou, à défaut, par le recours aux tribunaux.

Successivement, les parties tentèrent l'un et l'autre de ces moyens de régler leurs litiges. Il ne semble pas que les solutions auxquelles l'on s'est trouvé ainsi conduit aient répondu, vraiment, à la complexité des questions qui se posaient. Certaines solutions contradictoires des tribunaux ne peuvent, sur ce point, laisser de doute, non plus que l'incer-

titude résultant du manque d'autorité des décisions des pouvoirs syndicaux.

C'est à l'étude de ces solutions, à leur examen critique en ce qui concerne les points de droit soulevés, que nous allons désormais consacrer les chapitres suivants de notre exposé.

CHAPITRE II

L'INTERVENTION DES CHAMBRES SYNDICALES

L'arrêté du 18 février 1924 trouvait la Bourse dans l'effervescence d'une hausse rapide. De ce fait, les opérations interrompues allaient donner lieu à des différences considérables. Les commissionnaires, en particulier, dont les clients avaient passé des ordres d'achat, se trouvèrent mis dans l'impossibilité de tenir leurs engagements, en passant les marchés de couverture indispensables. La mesure gouvernementale, car le préfet de police, nous l'avons fait remarquer, n'avait agi que par ordre du Gouvernement, bouleversait toutes les conditions du marché de façon tout à fait soudaine. Aussi, les intéressés cherchèrent-ils un moyen de sortir au mieux de la situation où ils se voyaient mis.

C'est, bien entendu, aux autorités syndicales qu'ils devaient s'adresser tout d'abord. Les « clauses et conditions du marché de Paris », acceptées par tous les contractants en vertu d'une formule de style, leur semblait justifier ce recours à l'organe

chargé de l'élaboration des règlements. Il n'en eut même pas été besoin, si ceux-ci avaient pu prévoir et régler, par avance, semblable hypothèse, comme ils le faisaient en ce qui concerne le cas de « mobilisation générale suivie de guerre ». Les règlements des marchés de blés, seigles et avoines, en vigueur à l'époque (homologués par arrêtés ministériels en date du 4 novembre 1922, *Journal officiel* du 7 novembre 1922) tels qu'ils figurent à l'édition de 1923, réputaient le décret de mobilisation, sans possibilité de preuve contraire « un cas de force majeure entraînant la mise hors de commerce, de tout ce qui faisait l'objet du marché ». En conséquence, les règlements déclaraient résiliés tous les marchés de toute nature antérieurs au jour de la publication au *Journal officiel* du décret de mobilisation, dès lors que ces marchés ne devaient être exécutés qu'à cette date ou à une date postérieure, soit pour le tout, soit pour la partie restant à exécuter et, cela, sans indemnité (art. 72).

Mais, aucun texte semblable ne prévoyait d'autre cas de force majeure donnant lieu à l'application de mesures exceptionnelles. Si, donc, la cause du règlement, relative à la mobilisation suivie de guerre, qui existait avant 1914 avait, à l'époque, prévenu toute difficulté, l'on ne pouvait prétendre à user d'analogie en l'espèce nouvelle qui se présentait. L'adhésion de principe, donnée par les parties aux « clauses et conditions du marché » n'était, d'aucun secours, en présence du silence du règle-

ment, quant aux difficultés en face desquelles l'on se trouvait.

Cependant, cette adhésion de principe pouvait sembler donner autorité aux Chambres syndicales pour prendre les mesures qui s'imposaient et en faire application à tous les intéressés. Ceux-ci, adhérents aux syndicats ou clients de ces adhérents, n'avaient-ils pas souscrit, par avance, à toutes conditions ou mesures édictées dans l'intérêt général du marché, au même titre qu'aux clauses mêmes des Règlements ? La fermeture fortuite, décrétée par les Pouvoirs publics, était un événement exceptionnel et les Chambres syndicales crurent devoir lui appliquer des mesures exceptionnelles. En présence des intérêts opposés des vendeurs et des acheteurs, elles cherchèrent à imposer une solution d'équité.

Les engagements pris au marché de Paris ne pouvant être libérés que par émission et endossement de filières émises par les membres du Syndicat pour leur compte, ou pour celui de leurs clients, l'arrêt des services de la Bourse avait pour conséquence l'interruption de toute opération susceptible de libérer les obligations dans les termes prescrits par les règlements. L'exécution des contrats devenait impossible, non seulement pour ceux restés « ouverts » mais même pour ceux déjà « fermés » dans lesquels les parties avaient opté pour la livraison de marchandises. D'ailleurs, tel contrat qui se trouvait fermé pour un client ne l'était pas pour le

commissionnaire son mandataire et inversement. Les Chambres syndicales ne pouvaient envisager aucune distinction entre les divers contrats. Elles rendirent, au plus tôt, à leurs créateurs, les filières qui étaient en circulation, au jour de la fermeture. En ce qui concerne les marchés « ouverts », l'Assemblée générale des membres des Syndicats, à l'unanimité moins quatre voix (sans compter les abstentionnistes), convint de cours de compensation applicables à tous les engagements restant à liquider, de février à août inclus.

Cette délibération était ainsi conçue : « par suite
« de la fermeture de la Bourse de Commerce par les
« Pouvoirs publics, les affaires sur les mois de mars
« à août prochain inclus et celles sur le courant du
« mois non encore liquidées seront résiliées sur des
« cours de compensation qui seront fixés par les
« Chambres syndicales et basés sur la moyenne des
« cours pratiqués du premier au 16 février inclus.
« Les Chambres syndicales évalueront, également,
« la valeur des primes et facultés. Les affaires trai-
« tées, du 1^{er} au 18 février 1924, à des prix supé-
« rieurs aux cours de compensation ainsi fixés
« seront ramenées à ces cours. »

Suivait le relevé des cours constatés par les Chambres syndicales, pour le blé, le seigle, les avoines noires et diverses, les farines, applicables aux marchés, dont l'époque de livraison était fixée à février, mars ou mars-avril, avril, 4 de mars, mai-juin, 4 de mai, juillet-août. « Il est donc entendu,

« précisait le texte de la délibération, que toutes les
« affaires traitées du 1^{er} au 18 inclus, au-dessus du
« cours de compensation, qu'elles soient du *courant*
« ou qu'elles soient du *livrable*, seront ramenées au
« cours de compensation. »

Les commissionnaires informèrent leurs clients de la délibération intervenue sous réserve de son application à tous les contrats en cours. La première intention de l'Assemblée générale avait été, en effet, d'appliquer, rigoureusement, les cours de compensation qui y étaient prévus, mais dès le 22 février, elle jugeait nécessaire de soumettre cette délibération à la ratification du ministre du Commerce. Or, celui-ci, après avis du Comité de Législation commerciale, se borna à répondre, le 8 mars 1924, que les mesures prises par l'assemblée lui paraissaient « sages, prudentes, équitables et parmi les meilleures que l'on puisse souhaiter ». Dès lors, et la suite devait le montrer, la décision du 21 février devenait inexécutable. C'est en vain que les Chambres syndicales s'efforcèrent de l'appliquer.

Il faut reconnaître que les commissionnaires rencontraient des difficultés insurmontables. Des vendeurs invoquaient le cas de force majeure; des acheteurs se trouvaient lésés par les cours de compensation. La plupart des clients faisaient des réserves justifiées, à leur avis, par la réponse ministérielle ou bien encore ils modifiaient leur attitude et leurs prétentions au gré des variations insolites du cours du franc et, partant, des cours de la marchan-

dise. L'opposition de quelques-uns entraînant, forcément, l'opposition de beaucoup d'autres, la compensation générale, prévue pour le 18 mars, ne put avoir lieu et les Chambres syndicales se trouvèrent dans l'impossibilité de faire exécuter le mode de liquidation qui avait été préconisé.

D'ailleurs, l'attitude des commissionnaires, principaux intéressés, ne s'inspira pas d'un principe uniforme et les Chambres syndicales, en présence des intérêts divergents de chacun, ne réussirent pas à leur imposer l'unité d'action. Plusieurs commissionnaires, voulant parer au mieux aux difficultés, accordèrent à quelques clients qu'ils désiraient conserver des faveurs particulières. L'un d'eux, dont les achats et les ventes effectués pour le compte des clients s'équilibraient à peu près, appliqua à tous ses clients, à ses risques et périls, les cours de compensation envisagés le 21 février. Mais les clients acheteurs payés, il se trouva aux prises avec les clients vendeurs qui lui réclamaient les sommes qu'ils avaient versées sous forme de marges. La mise en application des cours de compensation du 21 février, alors que cette délibération n'avait pas force de loi, conduisait à des procès avec les vendeurs peu satisfaits de se voir liquider en pleine envolée des prix.

Or, les commissionnaires se trouvaient placés entre vendeurs et acheteurs. Ils n'avaient pas intérêt à une solution plutôt qu'à une autre, leur rôle de mandataire les obligeant seulement, lorsque les

conditions du marché sont normales, à payer à leurs clients, les sommes qu'ils ont à recevoir de leurs contre-parties et inversement. Mais, les circonstances exceptionnelles venaient détruire cet équilibre et les mettre dans l'impossibilité d'exercer leur mandat. En effet, le commissionnaire en Bourse est ducroire. Il donne accès au marché, par son entremise, aux clients pour le compte desquels il achète ou vend, mais en réalité, c'est le client qui traite au marché et non le commissionnaire. Responsable de la solvabilité des contre-parties qu'il choisit, celui-ci n'a pas d'autre responsabilité.

Quand les Pouvoirs publics ont fermé les marchés, les commissionnaires devaient rechercher une solution qui put être appliquée à tous leurs clients. Or, la solution qui semblait acquise, le 21 février, si équitable qu'elle parût, ne pouvait être imposée à ceux-ci. Devant le refus du ministre d'homologuer cette décision de l'Assemblée générale, les commissionnaires se heurtèrent à l'opposition irréductible de tous leurs clients acheteurs et vendeurs; les acheteurs trouvaient qu'ils ne gagnaient pas assez et ne modifièrent leur attitude qu'après le renversement des cours, qui suivit la brusque retraite des devises étrangères, au mois de mars 1924. Quant aux vendeurs, ils voyaient, en ce rétablissement de notre monnaie et en la baisse concomitante du cours des blés, le succès de leurs prévisions. Ils n'en protestèrent que plus violemment contre la mesure gouvernementale qui les mettait hors d'état de pro-

figer de leurs avantages et d'agir à l'égard des spéculateurs à la hausse des blés comme la Banque de France agissait, au même moment, contre les spéculateurs à la hausse des devises étrangères.

En fait, d'ailleurs, comme il arrive le plus fréquemment en matière de marchés à la Bourse du Commerce, la plupart des spéculateurs avaient, à raison de différents marchés, position d'acheteurs et de vendeurs tout à la fois et cherchaient, selon les contrats où ils étaient parties, à critiquer le règlement par compensation en ce qu'il leur était préjudiciable. Le préjudice qu'ils invoquaient pouvait, d'ailleurs, être parfaitement inexistant à raison des marchés de couverture plus heureux. En dissociant l'ensemble de l'opération ils en altéraient les résultats dans un sens favorable à leurs prétentions.

L'évidence s'imposait que, seule, une méthode unique d'appréciation, applicable à tous les contrats en cours, pouvait éviter des conséquences iniques. Les contrats, en effet, s'entremêlent et se lient de telle façon, les uns les autres, qu'ils ne sont jamais traités séparément et ne peuvent être liquidés que les uns par les autres et, en dehors des contrats « fermés » par anticipation, seulement, aux échéances mensuelles. Dans ces conditions, seulement, les commissionnaires peuvent établir une balance exacte entre les sommes qu'ils ont à recevoir et celles qu'ils ont à payer. La fermeture des marchés rendant les contrats inexécutables et empêchant toute liquidation, la seule solution logique qui semblait s'impo-

ser était la résiliation des contrats d'après un système unique.

La situation à la mi-avril se caractérisait ainsi : la fermeture opérée le 18 février n'avait pas été rapportée, en ce qui concerne les marchés des blés, seigles, avoines et farines et rien n'annonçait que cette situation dût bientôt cesser. En effet, il fallut attendre le mois d'août pour que les marchés recommençassent à fonctionner. Tout le fonctionnement des marchés à terme de couvertures ou d'arbitrages était interrompu, d'où impossibilité, pour les acheteurs et pour les vendeurs, de réaliser leurs opérations, d'atténuer leurs risques, de se défendre, de livrer ou de prendre livraison, dans les conditions prévues par le règlement et, par conséquent, seules satisfactoires.

Les cotations restaient interdites, les primes et les facultés ne pouvaient être répondues. Les multiples dispositions relatives aux expertises, aux émissions, endossements et arrêts des filières étaient impossibles. C'était la totalité des contrats rendue inexécutable. Les commissionnaires se voyaient mis dans l'impossibilité d'assurer la liquidation des engagements, de se remplacer en cas de défaillance d'un contractant, de faire procéder aux rachats et reventes publics prévus par les règlements, en un mot de remplir leur mandat. D'autre part, le rétablissement temporaire de notre monnaie avait entièrement modifié la situation, de sorte qu'en fin de compte les acheteurs n'étaient pas plus lésés que

les vendeurs. Dans la plupart des cas il n'y avait de préjudice ni pour les uns ni pour les autres ; en tout état de cause, si préjudice il y avait, il ne pouvait être évalué.

Enfin, le caractère même des marchés réglementés nécessitait une solution uniforme et applicable à tous les contractants. Il eut, d'ailleurs, été peu rationnel de faire supporter à une catégorie de contractants, réduits à l'impuissance, les conséquences d'un fait du prince en faisant profiter une autre catégorie d'une situation qui avait failli compromettre les intérêts du pays.

Les Chambres syndicales en arrivèrent donc à reconnaître qu'en présence d'une telle situation, la meilleure solution serait la résolution pure et simple de la partie des contrats portant sur les mois de mars à août inclus, la seule liquidation de février devant être liquidée sur la base d'un cours de compensation.

Vu l'importance des intérêts en jeu, il devenait difficile d'ajourner, encore, la solution, et, d'autre part, il fallait songer à obtenir, si faire se pouvait, la ratification judiciaire de la résolution à intervenir, quine pouvait manquer d'être mise en cause, devant les tribunaux.

Résolue à sortir d'une situation devenue inextricable et pleine de dangers, l'Assemblée générale du 24 avril 1924 vota la résolution suivante, à laquelle elle prétendit donner le caractère d'une solution obligatoire pour tous : « les commerces des blés, sei-

« gles et avoines et des farines fleur à Paris, réunis
« le 24 avril 1924 en Assemblée générale, considé-
« rant que la Bourse du Commerce a été fermée par
« acte d'autorité des Pouvoirs publics, le 18 février
« dernier, considérant que, depuis, aucune opération
« n'a pu et ne peut encore s'y traiter, considérant
« que le mode de règlement qui avait été envisagé,
« autrefois, s'est trouvé impraticable et n'a pus'effec-
« tuer, considérant que toute exécution ou liquida-
« tion des engagements dans les conditions du
« marché s'est trouvée, et est désormais, impossible,
« que, dans ces conditions, la seule solution qui
« s'impose est l'annulation desdits engagements,
« sauf en ce qui concerne la mensualité de février
« 1924, considérant, en effet, que cette dernière
« mensualité était déjà, en grande partie, liquidée
« à la date du 18 février que, dès lors, il importe
« de terminer cette liquidation obligatoire, en pre-
« nant pour base les cours suivants :

« Seigle	82,25
« Avoines noires	62,45
« Avoines diverses	62,75
« Blés	100,70
« Farines	126,70

« décident : 1^o que le règlement et la liquidation de
« la mensualité de février seront terminés, obliga-
« toirement, pour tous, sur les cours sus-indiqués ;
2^o que les affaires traitées du 18 février au 1^{er} mars
« à des prix supérieurs seront ramenées à ces cours ;
« 3^o que les engagements de mars à fin août 1924

« réalisés ou non, se trouvent, obligatoirement
« pour tous définitivement et entièrement annulés. »

La décision du 24 avril annulait donc, celle du 21 février précédente, sauf en ce qui concerne la liquidation des marchés conclus sur le mois de février. En ce qui concerne ces derniers, les conditions avaient semblé favorables à une telle liquidation sur les cours de compensation précédemment établis. En effet, lors de la parution de l'arrêté de fermeture, la fin du mois approchait et la liquidation était, déjà, très avancée, la réponse des primes et des facultés, conformément aux règlements était intervenue le 15. D'autre part, les vendeurs sur un mois déterminé ayant la faculté de livrer à toute époque de ce mois, des filières avaient circulé et des livraisons avaient été effectuées, de nombreux bordereaux de liquidation avaient été échangés et des sommes importantes avaient, à ce titre, été déjà versées ou reçues par les uns ou les autres.

Enfin et surtout, une base certaine, qui manquait pour les mois ultérieurs, existait pour l'établissement des cours de compensation de ce mois. C'était la constatation des prix pratiqués depuis le 1^{er} du mois, pour les livraisons de février. Les prix définitifs, pour la période du mois antérieure au 18 constituaient un sérieux élément d'appréciation. Pour le règlement des échéances de ce mois, l'achèvement de la liquidation, sur les bases d'un cours de compensation, évitait donc toute injustice.

Il n'en allait pas de même, à raison de l'absence

de toute cotation officielle, pour les mois suivants. L'Assemblée générale, suppléant au silence des règlements, avait étendu aux circonstances exceptionnelles créées par la fermeture imprévue de la Bourse par le fait du prince, la solution déjà prévue pour le cas de mobilisation suivie de guerre, c'est-à-dire la résiliation, sans indemnité, de tous les engagements en cours à l'époque. Elle en revenait à l'idée de « force majeure » entraînant, sans possibilité de preuve contraire, la mise hors commerce de tout ce qui faisait l'objet du marché. Et, instruite par l'expérience que lui procuraient les conséquences de sa délibération du 21 février, elle croyait couper à toute difficulté en proclamant le caractère obligatoire de sa décision nouvelle. Elle se basait, pour ce faire, sur les termes de l'article 19 des statuts des Syndicats du commerce des blés, seigles et avoines et du commerce des farines fleur en vertu desquels les Chambres Syndicales sont chargées « de la défense des intérêts, tant matériels que moraux des syndicats » et ont à « interpréter les usages, règlements et statuts lorsqu'il se produit des doutes, contestations ou difficultés sur leur application ».

Il convient d'examiner cette décision à deux points de vue différents, quant à son contenu et quant au caractère obligatoire qui lui était attribué, pour se rendre compte des difficultés qu'elle ne suffisait pas à résoudre.

Quant à son contenu, il convient de mettre à part la résolution de liquider les engagements en cours

sur le mois de février sur un cours de compensation. Celui-ci était basé, très sérieusement, sur des cours cotés dans les derniers jours de fonctionnement de la Bourse. Le trouble général qui, dans les premiers jours de cette fermeture avait suivi l'acte du Gouvernement, empêchait toute appréciation, tant soit peu sérieuse, des variations des cours qui auraient pu se produire dans les derniers jours. Aussi cette liquidation ne fit-elle pas de difficulté. Tout au contraire, son annulation, pour la totalité eut été impossible, puisqu'un certain nombre de contrats avaient été définitivement réglés ; son annulation pour le solde eut occasionné de grandes injustices. Malgré leurs intérêts divers et opposés, les contractants le comprirent et le 28 avril, la compensation prévue s'effectua.

Il n'en fut pas de même de l'annulation des engagements sur les mois postérieurs à février. La décision prise, sur ce point pouvait, dans l'ensemble, apparaître comme la seule qui fit une situation équitable à tous les contractants. En fait, cette décision fut effectivement appliquée par tous les membres des Syndicats intéressés, à l'exception d'une seule maison qui, d'ailleurs, n'évita pas, de ce fait, les difficultés, car réglant ses clients sur la base des cours de compensation admis le 21 février, par la première décision de l'Assemblée générale, elle vit se dresser, contre elle les vendeurs mécontents des cours ainsi imposés. Mais les acheteurs auxquels l'on prétendait imposer la rési-

liation des marchés intervenus, parfois assez antérieurement à la grande hausse des cours qui avait marqué les mois de janvier et de février, ne s'estimèrent pas moins lésés. Si la plupart d'entre eux s'inclinèrent, finalement, devant la décision des autorités syndicales, un certain nombre d'entre eux prétendirent imposer à leurs co-contractants et, à défaut, aux commissionnaires ducroires qui avaient reçu leurs ordres, soit une livraison effective, soit un règlement différentiel, sur la base des cours figurant à la décision du 21 février, cours antérieurs à tout mouvement de baisse des prix. Les difficultés, qu'avait suscitées l'essai d'application de cette première décision, se reproduisaient dans un sens différent, mais avec cette même conséquence : le règlement d'ensemble auquel l'on avait entendu procéder se trouvait compromis. Les intermédiaires voyaient mise en cause une responsabilité personnelle qu'ils n'avaient, à aucun moment, entendu assumer lorsqu'ils recevaient, de leurs clients, des ordres d'achat à exécuter au marché officiel. Bien entendu ils prétendirent s'abriter derrière la décision du 24 avril en opposant, aux prétentions de leurs clients, son caractère obligatoire pour toutes les parties.

Mais la portée et la valeur réelle de la délibération de l'Assemblée générale, à ce point de vue, étaient des plus contestables. L'assemblée n'a pas, en effet, l'autorité réglementaire et ses décisions, non plus que celles de la Chambre Syndicale qui

avait proposé la solution et tenté de faire appliquer la délibération du 24 avril, ne pouvaient s'imposer sans homologation des pouvoirs publics.

C'est au ministre du commerce, en effet, que sont soumis les règlements du marché, tels qu'ils résultent des délibérations des chambres syndicales et c'est l'homologation accordée par le ministre qui donne aux règlements leur valeur obligatoire. Or, les Chambres syndicales avaient, d'abord, cherché, dans les règlements en vigueur, des textes qui leur permissent d'imposer à leurs adhérents des cours de compensation et de résiliation. Mais l'article 70 des dits règlements, le seul qui leur reconnaît un semblable pouvoir, ne prévoyait semblable application qu'aux défaillants en cas de cessation de paiement. En ce cas, le règlement devait se baser sur les « cours moyens résultant des prix pratiqués le jour de Bourse suivant celui où la suspension a été connue ou le défaut de paiement constaté. En l'espèce, ces conditions n'existaient pas et ne pouvaient être réalisées.

Aussi, la délibération du 21 février avait-elle été soumise à l'homologation du ministre, comme l'imposait son caractère de disposition complémentaire des règlements en vigueur. Le ministre s'étant contenté d'une approbation platonique, la décision avait gardé son caractère facultatif et toute liquidation d'ensemble avait été impossible. Les Chambres Syndicales avaient cru trouver, dans l'article 19 des statuts des syndicats, un texte leur permettant, au

moins de rendre obligatoire l'annulation de tous les marchés devenus inexécutables du fait des circonstances exceptionnelles, conséquence d'un acte gouvernemental. Mais il suffit de reprendre ce texte pour voir combien l'application en était forcée en la circonstance.

En effet les pouvoirs donnés aux Chambres syndicales pour la « défense des intérêts, tant matériels que moraux des syndicats », et pour « l'interprétation des usages, règlements et statuts lorsqu'il se produit des doutes, contestations ou difficultés sur leur application », ne pouvaient être sollicités dans le sens que les Chambres Syndicales prétendaient leur attribuer.

Aux yeux de celles-ci, toutes les affaires traitées au marché officiel l'ayant été aux conditions et usages de ces règlements, la convention des parties impliquait, non seulement l'adhésion aux règlements homologués mais encore aux statuts des marchés et aux règlements intérieurs visant les conditions et usages. Par conséquent, l'article 19 des statuts autorisait les chambres syndicales à rendre obligatoire la décision du 24 avril, simple disposition d'ordre intérieur. Or, de semblables dispositions, disaient les Chambres Syndicales, peuvent intervenir en cas de nécessité.

Pour répondre à cet argument, il suffit de constater que la décision en question n'aboutissait à rien moins qu'à introduire, dans les règlements, une clause relative au cas de fermeture gouvernemen-

tales ou administratives, laquelle n'était aucunement prévue, précédemment, ce qui était explicitement reconnu par les chambres syndicales elles-mêmes.

Pouvait-on, dans ces conditions, voir, dans la décision en question, une simple mesure d'ordre. C'eût été possible, s'il s'était agi de régler certains effets d'une modalité nouvelle d'un contrat ; or, ici, ce n'était pas d'exécution qu'il était question mais bien d'annulation de tous les autres contrats intervenus sur une période déterminée. L'on ne pouvait davantage y voir une de ces mesures d'ordre intérieur comme l'affectation de certains locaux de la Bourse à tel ou tel usage. Il s'agissait, bien certainement, d'une clause et condition nouvelle ajoutée au règlement homologué reconnu incomplet. Les Chambres Syndicales invoquaient bien haut son insuffisance. Encore eut-il fallu s'adresser au pouvoir réglementaire, au ministre en l'espèce, pour obtenir l'homologation de la mesure en question devenue, ainsi, une annexe des règlements.

C'est ainsi que l'on avait procédé, le 21 février et la décision du 24 avril n'était pas moins grave, moins onéreuse pour les intéressés. Que les Chambres Syndicales, averties par le précédent du refus de l'homologation ministérielle, à la première délibération, aient cherché à tourner cet obstacle par une interprétation tendancieuse de leurs statuts, l'on ne saurait s'en étonner. Mais, en droit, rien ne pouvait justifier leur empiètement sur le pouvoir réglementaire et, certainement pas, en tout cas, le texte

visé par elles. La défense des intérêts syndicaux, en effet, pas plus que l'interprétation des usages ou règlements, ne pouvant aller jusqu'à la création de nouveaux règlements ou à l'apport, à ceux en vigueur, de compléments non approuvés par l'autorité chargée d'homologuer ces règlements.

En décider autrement eut été, trop évidemment abandonner aux Chambres Syndicales, sous prétexte d'interprétation d'un règlement existant, toute modification quelconque à un règlement cependant soumis en une autre forme et teneur, à l'approbation ministérielle dont il tire toute sa force. Que signifierait, dès lors, la nécessité d'une telle homologation ? La décision du 24 avril, pas plus que celle du 21 février, et malgré le caractère obligatoire dont l'on avait, à tort, cru la revêtir, ne fut donc pas acceptée par tous les intéressés. L'erreur où la Chambre Syndicale était tombée quant à la limite de ses pouvoirs, ne pouvait qu'avoir des conséquences pénibles pour ceux qui, de bonne foi, avaient cru la situation définitivement réglée. Quant aux arguments de nécessité et d'équité, dont l'on prétendait appuyer la solution, ainsi proposée aux parties, ils ne pouvaient rien changer au caractère, facultatif de cette décision et ne pouvaient donc forcer leur adhésion.

Il convient d'ajouter que, pour l'avenir, la difficulté a été résolue par une clause expresse insérée aux règlements. Les Chambres Syndicales, en effet, devant les résistances qui se manifestèrent et devant

l'accueil fort réservé que semblait faire l'autorité judiciaire à leur prétention de rendre de semblables décisions obligatoires pour tous les contractants, en dehors de toute intervention ministérielle, se décidèrent à modifier les règlements en vigueur. Elles soumirent, au Ministre du Commerce, de nouveaux textes visant à côté du cas de mobilisation suivie de guerre, seule hypothèse d'exception jusqu'alors prévue, le cas d'incendie ou d'évènements détruisant les marchandises contenues dans un entrepôt, la taxation ou la réquisition générale de la marchandise, enfin la suspension des opérations de Bourse, par mesure d'autorité. Pour ce dernier cas, l'article 82 des règlements des marchés des blés seigles et avoines, homologué par arrêté du 31 juillet 1924 (journal du 2 août 1924) décide que :

« Au cas où les affaires se trouveraient, officiellement suspendues, la Chambre Syndicale agissant suivant les circonstances fixera, dans un délai laissé à son appréciation mais qui ne pourra excéder trois jours francs (non compris les jours légalement fériés) à dater du jour de la suspension, des cours de compensation sur lesquels tous les marchés, quelle qu'en soit la nature, seront résiliés d'office, obligatoirement.

« Si la suspension des affaires survenait dans l'un des trois derniers jours de Bourse du mois, les cours de compensation pour liquidation des engagements livrables sur le mois courant, seraient fixés immédiatement.

« Ces cours de compensation seront fixés par la
« Chambre Syndicale en prenant pour base la
« moyenne des cours cotés pendant les quinze der-
« nières bourses qui auront précédé le jour de la
« suspension. Au cas où une époque n'aurait pas
« encore été cotée pendant quinze jours, le cours de
« compensation serait fixé en prenant la moyenne
« des prix pratiqués depuis la première cotation offi-
« cielle. En ce qui concerne les primes ou facultés,
« la Chambre Syndicale en déterminera la valeur.
« Ces cours et valeurs ainsi déterminés par la Cham-
« bre Syndicale seront affichés dans les locaux du
« Syndicat et serviront de base obligatoire, pour la
« liquidation de tous les engagements. En ce qui
« concerne les engagements qui, sur le mois cou-
« rant, n'auraient pas encore donné lieu à livraison
« ou à résiliation le dernier jour du mois, ils seront
« résiliés d'office sur la base des cours de com-
« pensation du dernier jour ouvrable du mois fixés
« par la Chambre Syndicale. Les filières non arrêtées
« feront retour direct aux créateurs sur la base du
« cours de compensation. Les soldes seront exi-
« gibles :

« a) Pour les affaires enregistrées par la Caisse
« de liquidation, selon les règlements de cette der-
« nière.

« b) Pour les affaires non enregistrées par la Caisse
« de liquidation, aux termes de livraison convenus
« et dans les conditions du présent règlement étant
« toutefois, entendu que les présentes dispositions

« n'apportent aucune novation aux prescriptions des
« articles 78 et 80 du présent règlement (cessation
« de paiement et cas de guerre).

Le texte explicite fait cesser, pour l'avenir, toute difficulté. Les règlements des différents marchés, l'ont reproduit (règlements des marchés des orges, des farines fleur du 31 juillet 1924. *Journal Officiel* du 2 août 1924, du marché des sucres blancs du 19 mai 1924 et 10 août 1925. *Journal officiel* des 20 et 25 mai 1924 et du 11 août 1925, etc.). Mais il n'en allait pas ainsi en 1924 et les Tribunaux ont eu à connaître des difficultés ainsi soulevées et à se prononcer sur le caractère juridique de la plupart des points essentiels du mécanisme des marchés de la Bourse du Commerce.

CHAPITRE III

LES DÉCISIONS DE LA JURISPRUDENCE

La situation qui résultait, pour les co-contractants, de la décision du 24 avril, n'ayant pas été acceptée par tous les acheteurs, ceux d'entr'eux qui la repoussèrent s'adressèrent au Tribunal de Commerce de la Seine, pour faire prononcer le maintien de leurs contrats, malgré toute intervention des Chambres Syndicales. C'est ainsi que deux commissionnaires en particulier, M. Edgard Lévy et M. Paul Etlin se virent attaqués devant cette juridiction, par plusieurs de leurs clients. Les arguments mis en avant par les parties allaient obliger les tribunaux à statuer sur la nature même et sur la portée des engagements pris à la Bourse.

La société des Grands Moulins de Corbeil avait passé, à M. Edgard Lévy, l'ordre d'achat, aux clauses et conditions du marché de Paris, de 5. 750 quintaux de blé, sur le mois de février 1924, 9. 250 quintaux sur le mois de mars, 5. 000 sur le mois de mai et 5. 000 sur le mois de juin, marché passé avec facultés.

L'arrêté du préfet de police, qui fermait la Bourse

de Commerce, survint alors que ce marché était en cours. En présence de la situation nouvelle et de l'impossibilité où il se trouvait de satisfaire aux engagements antérieurement contractés, M. Edgard Lévy se prévalut de la décision du Syndicat du Marché de Paris du 24 avril pour réclamer la liquidation de son marché sur février au cours de compensation et l'annulation des autres.

Mais, dès le 15 mars, la Société des Grands Moulins de Corbeil avait réclamé, à son co-contractant, la somme de frs : 11. 959 pour balance de comptes du marché de février et, le 18 avril, elle lui réclamait frs : 64. 334, 75, pour balance de comptes du marché de mars, les dites sommes calculées sur le montant des cours de compensation adoptés par la décision du 21 février 1924 du Syndicat des blés et farines du marché de Paris. A cette demande devait s'adjoindre une demande additionnelle de frs 68. 534, 75, afférente aux diverses quantités à livrer au mois d'avril.

M. Edgard Lévy résista à cette demande, en se fondant essentiellement, sur le fait que les marchés en question étaient intervenus aux « clauses et conditions du marché de Paris ». D'où il concluait que les co-contractants s'étaient soumis aux décisions des autorités du marché, que, d'autre part, les conditions auxquelles le marché était intervenu étaient devenues impossibles par suite d'une force majeure, enfin que l'on se trouvait en présence d'un fait nouveau et imprévisible inter-

disant aux parties l'accomplissement de leurs obligations. L'affaire vint le 23 juin 1924 (1) et, à cette date, intervint la première décision de justice relative à la situation créée par l'arrêté du 18 février. La Société des Grands Moulins de Corbeil obtenait gain de cause. Le 10 novembre 1924, nouveau jugement du même tribunal entre les mêmes parties, relativement à une somme de francs 72. 455 réclamée par les Grands Moulins de Corbeil, pour balance de comptes des mois de mai et de juin. Cette société voyait, encore, ses prétentions admises par les juges.

Le 15 décembre 1924, le tribunal de Commerce tranchait, toujours dans le même sens, trois différents semblables, survenus entre M. Paul Etlin et ses clients.

La Compagnie des Grands Moulins de Saint-Georges avait acheté, à ce commissionnaire, 53.000 quintaux de blé, sur les mois de février, mars, avril, mai, juin, juillet et août 1924 entre le 1^{er} août 1923 et le 21 janvier 1924, et lui avait revendu, de décembre 1923 à février 1924, 23.250 quintaux, réalisant un bénéfice de 85.150 francs, pour cette partie de son marché. Il n'y avait là qu'une application de cette pratique constante en Bourse, consistant à liquider un marché par une revente annulant l'achat correspondant, la différence, seule, entre les prix d'achat et de revente, restant dûe.

1. Trib. Commerce de la Seine, 23 juin 1924, *G. P.* 1924. II. 525.

M. Paul Etlin restait, au 18 février 1924, vendeur de 29.750 quintaux de blé.

Dès l'intervention de la décision du syndicat, en date du 21 février, il avisa ses clients qu'il était prêt à effectuer le règlement des marchés en cours, sur les cours de compensation fixés par cette décision. Les Grands Moulins de Saint-Georges exigèrent la livraison. Ils ne se décidèrent à réclamer l'application de la décision du 21 février qu'au moment où la décision nouvelle du Syndicat, en date du 24 avril, s'était substituée à la première.

La Compagnie Agricole de Minoterie avait acheté, à M. Paul Etlin, d'octobre 1923 à janvier 1924, diverses quantités de blé. Une partie de ces marchandises avait été résiliée par des ventes correspondantes, laissant à la Compagnie Agricole de Minoterie un bénéfice de 64.372 francs. Au 18 février 1924 Etlin restait vendeur de 16.750 quintaux de blé sur les mois suivants.

M. Lavillonnière avait, d'autre part, en six marchés différents, acquis de M. Paul Etlin, diverses quantités d'avoines noires et les marchés avaient été annulés par des reventes laissant à Lavillonnière un bénéfice de 14.937 fr. 50.

Or, la décision du 24 avril 1924 portait résiliation de tous marchés afférents aux mois de mars à août, sans distinction entre les marchés « fermés » et ceux restés « ouverts ». M. Etlin, invoquant cette décision et la soumission de ses clients aux « clauses et conditions du marché de Paris » résista aux

demandes de ses co-contractants. Par trois jugements du 15 décembre, le tribunal de Commerce le débouta et le condamna à verser les différences dûes sur les marchés fermés, ainsi qu'à des dommages-intérêts pour résiliation des marchés restés ouverts. Ces dommages-intérêts, calculés sur les chiffres des cours de compensation, fixés par décision du 21 février, se montaient à 124.730 fr. envers la Compagnie des Grands Moulins de Saint-Georges et à 96.015 fr. envers la Compagnie Agricole de Minoterie.

Les cinq affaires furent portées, en appel, devant la Cour de Paris qui, le 20 mai 1926, confirma les cinq décisions du tribunal de Commerce (1).

Il est intéressant d'analyser les termes de ces jugements et arrêts et de fixer, ainsi, le fondement que les magistrats ont donné au débouté des commissionnaires. L'ensemble des motifs assez touffu, d'ailleurs, comporte, à côté du rappel de certains points bien établis en droit et en jurisprudence une analyse du rôle des opérations à la Bourse du Commerce sur laquelle il convient de faire des réserves, à raison d'une assimilation hasardeuse entre le marché réglementé et le marché libre d'une même marchandise.

Le premier argument mis en avant, par les commissionnaires était le caractère obligatoire de la décision de l'Assemblée Générale du Syndicat des

1. Cour de Paris, 20 mai 1926. *Gaz. Pal.*, 1926. II. 277 ; Cf. Lévy C. Laurent, 3 mars 1927. *D. H.*, 1927, 293.

Marchés de Blés et Avoines, en date du 24 avril. Les co-contractants ayant soumis leurs conventions aux « clauses et conditions du marché de Paris » cette adhésion entraînait, disait-on, leur soumission aux décisions intervenues dans l'intérêt général du marché de la part des autorités syndicales. Nous avons déjà apprécié la valeur de cet argument, en examinant le caractère et la portée de la décision en question et avons conclu que celle-ci, ajoutant aux règlements, au lieu de les interpréter, ne pouvait avoir, par elle-même, aucune autorité à l'égard des non-adhérents au Syndicat. C'est ce que décide le tribunal dont les motifs, sur ce point, ont été repris par la Cour d'Appel : « attendu qu'Etlin ne
« saurait arguer que les opérations litigieuses se
« seraient toutes trouvées annulées de plein droit,
« du fait de la décision du 24 avril par lui invoquée ;
« que si l'article 19 des statuts des syndicats, en
« vertu duquel cette décision serait intervenue, pré-
« cise que les décisions prises dans ces conditions
« sont obligatoires pour tous les membres des syn-
« dicats, il n'en saurait être de même à l'égard des
« tiers ne faisant pas partie de ces derniers ; qu'au
« reste, le décret du 16 novembre 1913 a déterminé
« la procédure à suivre pour toutes modifications à
« apporter aux règlements relatifs aux marchés à
« livrer proposés par les dites chambres syndicales,
« afin que ces modifications soient soumises à l'appré-
« ciation des Pouvoirs Publics ; attendu qu'il n'est
« pas justifié que la décision dont il s'agit ait reçu

« la ratification de ceux-ci ; attendu, d'autre part,
« que les règlements des marchés de blés, seigles
« et avoines, tels qu'ils ont été homologués par
« arrêté Ministériel du 4 novembre 1922, ne pré-
« voyaient la nullité des marchés, quelle qu'en soit
« la nature, qu'en cas de guerre ; que cette nullité
« ne saurait donc, dans tout autre cas, être imposée,
« de plein droit, par simple décision des syndicats
« susvisés, cette décision fut-elle basée sur le fait
« du prince ordonnant la fermeture de la Bourse,
« alors qu'aucune disposition des règlements, aux-
« quels les parties ont entendu se référer, n'auto-
« rise ces syndicats à prendre cette mesure. »

Les juges ont donc repoussé l'interprétation forcée que les Syndicats intéressés avaient prétendu faire de leurs statuts et de la clause d'adhésion aux conditions du marché de Paris souscrite par les co-contractants. Ce faisant, ils ont tranché une question capitale, quant à la réglementation même des marchés de Bourse. Il ressort de leur décision que l'adhésion de style sur la portée de laquelle portait le litige, ne pouvait s'entendre que des seuls *règlements* du marché, tels qu'ils existaient lors du contrat. Or, ces règlements n'acquièrent leur forme définitive que par l'approbation ministérielle. C'est l'arrêté d'homologation qui constitue le règlement. L'on ne saurait admettre que celui-ci puisse être modifié par simple décision syndicale, quelles que soient les dispositions des statuts syndicaux non opposables aux non-adhérents.

Plus complexe était la difficulté née de la nécessité de la continuité des opérations de Bourse, dont chacune commanderait la suivante :

L'achat, pour revendre, nous l'avons vu, est, essentiellement, l'opération type du marché réglementé. Celui-ci est le champ d'opération des spéculateurs et des arbitragistes. Or, les uns et les autres ne songent pas à se faire livrer les marchandises. Ils cherchent à réaliser un bénéfice sur les différences des cours ou à se couvrir contre des variations que l'on peut envisager. Les contrats ainsi intervenus se résolvent par des opérations en sens inverse. Leurs contre-parties, bien souvent, se couvriront à leur tour par des reports de leurs positions. Ainsi, le mouvement des contrats constitue une chaîne indéfinie, les marchés n'étant, le plus souvent, liquidés à l'égard d'une des parties que par un nouveau contrat.

Or, l'arrêt subit des opérations ne permettait plus le jeu normal de cette chaîne de marchés, se liquidant l'un par l'autre, qu'avaient envisagée les parties lors du contrat. La fermeture du marché mettait ceux qui avaient fait une mauvaise spéculation dans l'impossibilité de se faire reporter ou même de se couvrir. Il y avait là une circonstance tout à fait contraire aux vues des parties, lors du contrat et, de ce fait, leur commune intention était mise en échec.

Il n'est pas douteux que les contrats litigieux ne seraient pas intervenus si l'on avait pu prévoir l'ar-

rêt des opérations de la Bourse du Commerce. C'était donc de la véritable et commune intention des parties, conformément à l'article 1156 du Code civil, que les commissionnaires prétendaient tirer argument pour faire prononcer la nullité d'engagements sans rapport avec cette véritable intention.

Au point de vue psychologique, cette thèse était certainement fondée. Elle répond, par ailleurs, au rôle économique des contrats du marché réglementé. Mais, à faire passer cette argumentation sur le terrain juridique, l'on arrive à présenter, sous un aspect nouveau, une théorie, aujourd'hui bien connue, celle de l'imprévision.

Cette théorie trouve, évidemment, un appui dans l'article 1156 du Code civil. Le Conseil d'Etat lui a fait bon accueil, lorsqu'il s'est agi de préserver de la ruine diverses sociétés concessionnaires d'un service public (compagnies d'éclairage) dont les tarifs fixés avant la guerre ne répondaient plus aux prix auxquels elles devaient se procurer les matières premières. Mais, il s'agissait là de permettre le fonctionnement de services publics qui doivent, avant tout, être assurés. Les entreprises concessionnaires auraient été ruinées par la stricte application de leurs contrats d'avant-guerre et c'est pour éviter un arrêt des services à elles concédés, que le Conseil d'Etat a admis la rescision de ces marchés, en tenant compte des circonstances nouvelles imprévues lors du contrat.

Mais, lorsqu'il s'agit de contrats intervenus entre

particuliers, de telles considérations ne peuvent être invoquées. Aussi, la théorie de l'imprévision n'a-t-elle pas triomphé devant la Cour de Cassation, laquelle conformément, d'ailleurs, à ce qu'avait décidé la grosse majorité des Tribunaux Civils ou de Commerce et des Cours d'appel, ne s'est jamais départie de ce principe que la convention faisant la loi des parties, celles-ci se doivent à leur signature. Les dispositions de l'article 1134 du Code civil interdisent de rechercher quel est, en dernière analyse, le but poursuivi par le débiteur.

Dans les marchés à livrer ordinaires, alors, même, qu'il s'agissait de marchés s'étendant sur plusieurs années, pour lesquelles les prévisions des parties avaient été bouleversées, il n'a été admis aucune atténuation par la Jurisprudence et pour permettre de les annuler ou d'en prononcer la résiliation, il a fallu des lois (lois Faillot, loi sur la révision des baux à longs terme).

Si donc les marchés de la Bourse du Commerce se règlent d'ordinaire par des différences, il ne s'agit là, au point de vue juridique, que d'une intention seconde des contractants non exprimée au contrat et qui doit être tenue pour sans importance, dès lors que l'exécution est demandée. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà fait remarquer, ce n'est qu'au moment de la liquidation du marché que l'on peut savoir si l'on réclamera le règlement par différence ou la livraison effective. Certains marchés d'approvisionnement, conclus comme tels, se ter-

minent, en fait, comme les marchés de couverture par le paiement d'une simple différence, parce que les parties entre temps, y ont trouvé intérêt à raison de l'évolution des cours. La réciproque se rencontre assez fréquemment aussi. Une délimitation exacte est donc impossible entre les marchés d'approvisionnement et ceux qui doivent se résoudre par un simple paiement de différence, tant que l'intention des parties ne s'est formellement exprimée.

L'article 1156 n'est donc d'aucun recours en l'occurrence. Ce texte est relatif à l'interprétation des contrats. Il suppose donc une clause obscure ou ambiguë et il n'y en a pas, en l'espèce, dans les contrats litigieux. Le principe de la stabilité des contrats devait donc prévaloir, en l'espèce, et c'est à juste titre que les juges fidèles à leur attitude antérieure ont repoussé cette nouvelle forme de la théorie de l'imprévision.

Il convient, d'ailleurs, de relever la contradiction que révélait l'attitude des commissionnaires lorsqu'ils invoquaient, à l'appui de la décision du 24 avril et de sa force obligatoire, l'argument de la commune intention des parties lors du contrat. De l'impossibilité où se trouvaient celles-ci de satisfaire aux conditions psychologiques et économiques qui les avaient poussées à contracter, l'on prétendait tirer cette conséquence que les syndicats intéressés devaient intervenir pour suppléer aux insuffisances des clauses contractuelles et que le caractère obligatoire attribué à leurs décisions résultait de

l'impossibilité de satisfaire à cette commune intention.

Or, il n'est pas douteux que dès lors que les volontés de deux parties s'étaient rencontrées, il ne pouvait appartenir à une organisation quelconque de régler les conséquences sur le contrat d'un fait du prince survenu inopinément. Dès lors que l'on prétendait interpréter un contrat, il ne pouvait s'agir de le modifier par une addition aux règlements aux termes duquel les parties s'étaient soumises. *L'interprétation appartenait, forcément, aux seules autorités judiciaires* et de même, le prononcé éventuel de la résiliation du marché, à supposer que l'on ait pu trouver, dans les termes du contrat la condition résolutoire expresse ou sous-entendue pour le cas où le but poursuivi par les parties ne pourrait être atteint.

Les juges ont donc, à juste titre, relevé l'incompétence des pouvoirs syndicaux : « attendu... qu'il « convient de rappeler, purement et simplement, « qu'aux termes de l'article 1184 du Code civil, la « condition résolutoire est toujours sous-entendue, « dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où « l'une des parties ne peut satisfaire à ses engagements, que le contrat n'est pas, pour cela, résolu « de plein droit, et que la partie, envers laquelle « l'engagement n'a pas été exécuté, a le choix, ou « de forcer l'autre à exécution, lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts ; qu'il en résulte donc que lorsque

« l'exécution n'est pas possible, pour une cause ou
« pour une autre, le créancier n'a qu'à demander la
« résiliation de la convention... attendu quoi qu'il
« en soit, que, par application même de l'article 1184
« du Code civil, ci-dessus rappelé, la résiliation
« devant à défaut d'accord entre les parties, être
« prononcée par justice, les Grands Moulins de
« Saint-Georges sont fondés à requérir la résiliation
« des marchés litigieux, la livraison de ceux-ci étant
« devenue immédiatement exigible, en présence de
« l'impossibilité d'exécuter, invoquée par Etlin et en
« conformité même des règlements du marché de
« Paris. »

Ainsi, donc, deux points sont indiscutablement établis :

a) Les autorités syndicales étaient radicalement incompétentes, soit pour imposer la résiliation obligatoire des marchés en cours, en dehors des termes précis des règlements homologués, soit pour interpréter ces contrats et prétendre trouver, dans des circonstances extérieures, une raison de déclarer impossible l'accomplissement de la commune intention des parties, lors de l'intervention du contrat.

b) L'autorité judiciaire, seule compétente, ne pouvait, en l'absence de toute condition résolutoire, visant la fermeture administrative de la Bourse, en l'absence, d'autre part, de toute clause obscure ou ambiguë, prononcer la résiliation du contrat, même si des circonstances imprévues étaient venues bouleverser les prévisions des parties, alors du moins

que ces prévisions ne figuraient nullement parmi les conditions dudit contrat.

Mais, il est d'autres chefs des décisions précitées, qui ne sont pas moins essentiels que les précédents, pour étayer le dispositif et, sur ces chefs, les décisions intervenues peuvent apparaître beaucoup plus discutables.

Les commissionnaires, en effet, voient prononcer, à leur encontre, la résiliation des marchés avec dommages-intérêts, le montant de ceux-ci se calculant sur les chiffres des cours de compensation fixés, le 21 février, par la première délibération des Chambres Syndicales. Point n'est besoin de revenir sur le caractère essentiellement facultatif de cette première délibération. Les commissionnaires l'avaient porté à la connaissance de leurs clients, mais en se réservant de ne liquider sur cette base que s'il y avait adhésion de tous les intéressés, pour un règlement total. Celui-ci n'ayant pu s'effectuer, l'offre ne liait pas les parties. Mais les juges du fait ont compétence pour arbitrer souverainement le chiffre des réparations civiles, dont ils décident l'allocation. Leur décision, ici, se justifiait donc du fait que les cours du 21 février, auxquels les demandeurs se référaient en leurs conclusions, pouvaient être considérés comme une base sérieuse d'appréciation du montant des intérêts en litige.

Mais, pour qu'il put être prononcé une condamnation à dommages-intérêts, il fallait, conformément aux articles 1184 et 1148 du Code civil, que l'enga-

gement du débiteur n'ait pas été accompli et qu'aucune force majeure ne soit intervenue, rendant impossible cet accomplissement, en supprimant l'objet du contrat. Ce sont là deux nouveaux chefs du litige : engagement du débiteur, objet du contrat, sur lesquels les juges de fond avaient à se prononcer. Leur décision, sur les deux points, écartait délibérément mais de façon fort sommaire, les conclusions prises par les commissionnaires.

Ceux-ci arguaient que l'objet du contrat était spécial, que le blé sur lequel ils avaient traité était cet étalon auquel se réfèrent tous les contrats de Bourse par l'adhésion explicite des parties aux règlements qui le définissent. La dite définition étant ainsi incorporée au contrat, il y a bien condition résolutoire tacite, entre les parties, pour le cas où cet objet ne pourrait être procuré par personne, ce qui était le fait, de par la suspension de tous les services de la Bourse. Par ailleurs, la livraison même de ce blé était soumise, par les mêmes règlements, à des conditions précises. Si ces conditions ne peuvent être accomplies par personne, l'objet du contrat, bien que chose de genre, ne peut être considéré comme existant. L'exécution du contrat est donc impossible, de par l'intervention d'une force majeure.

« Attendu, répondent les premiers juges, que la
« livraison par le vendeur et le paiement par l'ache-
« teur n'ont pas plus été rendus impossibles, du fait
« de la fermeture de la Bourse, que ne le fut l'exécu-

« tion de tous les autres marchés conclus, depuis
« cette date, pour assurer les besoins de la consom-
« mation.

« Attendu, ajoutent les juges d'appel, que la sti-
« pulation aux termes de laquelle l'achat ou la vente
« sont passés aux clauses du règlement, aux condi-
« tions et usages du marché de Paris, n'est qu'une
« stipulation accessoire, qui ne touche pas à l'es-
« sence de la convention et qui ne peut entamer sa
« validité si l'exécution en est possible, par d'autres
« moyens.

« Considérant, au surplus, qu'aux termes de l'ar-
« ticle 2 du règlement du marché de blé de Paris,
« sont admissibles, sur ce marché, les blés de toute
« provenance, indigène et exotique aux conditions
« normales, que ces termes, très larges, permet-
« taient à Etlin de se procurer à telle source que
« de droit, les blés qu'il avait pris l'engagement de
« livrer, qu'il n'a même pas démontré que la ferme-
« ture de la Bourse eut empêché le fonctionnement
« des services administratifs et techniques des syn-
« dicats, notamment celui du service des exper-
« tises. »

En ce qui concerne l'engagement lui-même, les
commissionnaires arguaient de ce qu'ils étaient de
simples intermédiaires mandataires de leurs don-
neurs d'ordres et que leur responsabilité person-
nelle ne pouvait être engagée du fait de contrats
passés par eux. Dès lors qu'ils agissent comme man-
dataires, le contrat n'intervient qu'entre les parties

auxquelles s'appliquent les ordres réciproques de vente et d'achat, reçus de part et d'autre. Le fait qu'ils sont ducroires ne change pas leur caractère juridique. Responsables de la solvabilité de la contre-partie, lorsqu'ils en ont trouvée une, ils ne sauraient donc se voir imputer l'attitude de contre-partistes.

Par conséquent et même en admettant que sur tous les autres chefs, leurs conclusions aient été repoussées, il convenait de distinguer, qu'il s'agisse de contrats ouverts ou contrats fermés, entre ceux pour lesquels une contre-partie effective existait, lors de la fermeture de la Bourse et ceux où il n'y avait pas de contre-partie ; le mandataire et son mandant restent, alors, seuls en présence et n'étant pas contre-partistes l'un à l'égard de l'autre, de tels ordres devaient être considérés comme encore inexécutables. Mais les juges d'appel ont répondu :

« Considérant qu'Etlin fait valoir encore que com-
« missionnaire ducroire, il n'a jamais entendu deve-
« nir, par rapport à la Société des Grands Moulins
« de Saint-Georges, un contrepartiste stipulant un
« marché nouveau, à un cours arrêté, qu'il ne doit
« pas, en vertu de la convention, supporter d'autres
« risques que ceux qui résultent du fonctionnement
« normal de la Bourse des marchandises, mais que
« d'après les usages commerciaux le commission-
« naire ducroire garantit au commettant tous les
« risques de l'opération qu'il traite, pour son
« compte, qu'il importe peu que les conditions du

« marché lui rendaient (*sic*) plus onéreux l'accomplissement de ses obligations.

« Que la convention ducroire a, précisément, pour objet d'assurer, au profit du commettant, l'exécution du marché, au même titre que la solvabilité de sa contre-partie. »

Les commissionnaires voyaient ainsi mettre à leur charge l'accomplissement de toutes les livraisons prévues aux marchés divers passés par leurs donneurs d'ordre et, par conséquent, des dommages-intérêts, à raison du défaut d'exécution de ces obligations. Il ressortait donc des jugements du tribunal de commerce de la Seine rendus de juin à décembre 1924 et des arrêts confirmatifs du 20 mai 1926 que les commissionnaires ducroires étaient, de ce seul fait, responsables et que par ailleurs, l'objet du marché était un blé quelconque du marché libre, de qualité normale.

Mais l'autorité de ces décisions s'affaiblit considérablement du fait d'un revirement subit des juridictions mêmes qui venaient de se prononcer. Trois mois à peine après avoir ainsi débouté M. Etlin (3 jugements du 15 décembre 1924) le tribunal de commerce de la Seine se déjugait : le 14 mars 1925 (1), dans une affaire R... contre Paul B..., puis le 3 décembre 1926 Raynaud contre Mendel ; dans des affaires identiques, il accueillait la défense des commissionnaires, tant en ce qui touche l'objet

1. Tribunal de la Seine, 14 mars 1925. *Gaz. Pal.*, 1925. II. 57.

du contrat qu'en ce qui touche la responsabilité encourue par ces intermédiaires.

« Attendu que, dans ces conditions, la qualité de
« ducroire de Mendel est conditionnée par la possi-
« bilité d'appliquer à ses contreparties les clauses du
« règlement du marché de Paris, base des contrats.

« Attendu que le marché de Paris prévoit des
« qualités de marchandises bien déterminées, qui
« doivent être réceptionnées, expertisées et liquidées
« dans des conditions limitativement prévues aux
« règlements en question qui régit les accords des
« parties.

« Attendu que ledit règlement ne prévoit pas la
« possibilité de régler les positions dans un autre
« lieu que celui de Paris à des conditions et avec des
« marchandises autres que celles prévues et répon-
« dant aux stipulations dudit règlement.

« Attendu qu'on ne saurait, sérieusement, soute-
« nir sans méconnaître totalement le fonctionnement
« du marché de Paris que, du fait du décret en ques-
« tion, l'exécution de l'obligation n'a pas été rendue
« impossible mais est devenue, seulement plus oné-
« reuse et plus difficile.

« Attendu que semblable raisonnement aboutit à
« la confusion du marché de Paris, soumis à des
« règles étroites et à des marchandises désignées
« *in specie* et du marché libre où les marchandises
« sont désignées *in genere* et sont susceptibles par
« suite de remplacement possible dans un rayon
« plus étendu. »

Les deux jugements sont tout à faits nets. A diverses reprises, ils relèvent, comme constituant une « confusion », la doctrine des décisions précédentes.

Or, la cour de Paris (1) (statuant à nouveau le 11 janvier 1928, dans l'affaire R..., minotier à Vitry-la-Ville, contre le commissionnaire Paul B..., confirmait le jugement du 14 mars 1925. Cet arrêt fait appel à des considérations spéciales, tirées de la stipulation d'une prime et en tire cette conséquence que le but des contractants s'est nettement marqué et qu'il ne pouvait s'agir d'un marché fait en vue d'une livraison effective.

« Considérant que, pour les contrats à prime du
« marché de Paris, s'appliquant, ainsi qu'il en a été
« en l'espèce, entre Paul B... et R... à des marchan-
« dises spéciales devant être réceptionnées, experti-
« sées et liquidées, à des dates et à des conditions
« strictement précises et définies, suivant un règle-
« ment officiel, homologué par arrêté ministériel,
« liant rigoureusement les contractants, opérations
« ayant pour objet d'assurer des couvertures à la
« spéculation et de permettre des arbitrages se sol-
« dant, le plus souvent, par le paiement de diffé-
« rences en espèces, dans les délais et les formes
« édictés par le règlement précité, la fermeture de
« la Bourse, du 18 février au 1^{er} août 1924, a eu,
« manifestement, pour effet, de frapper de caducité,

1. Cour de Paris, 11 janvier 1928 (*Bulletin des Halles et Marchés* du 19 janvier 1928).

« sur le marché de Paris, des contrats dont l'objet
« réel était la couverture d'une série d'opérations
« successives que la fermeture de l'organisme régu-
« lateur des cours rendait, pour un moment, impos-
« sible. »

Les deux juridictions qui s'étaient prononcées *in terminis* sur la question, se sont donc déjugées non moins formellement et ne sont pas revenues sur cette dernière opinion. Il ne suffit pas, pour expliquer pareille différence d'appréciation, à un si court intervalle, de constater que des chambres différentes ont pu être saisies (les arrêts du 20 mai 1926 sont de la I^{re} chambre, celui du 14 janvier 1928 de la III^e chambre). Des divergences de principes s'étaient avérées, tant en ce qui concerne l'appréciation du rôle des commissionnaires qu'en ce qui touche à la détermination de l'objet du contrat et, même, au caractère de celui-ci, à raison de l'intention des parties, lors de sa conclusion. L'on pouvait donc espérer que la question soumise à la Cour de cassation donnerait lieu à une décision de principe qui fixerait les esprits sur les caractères juridiques qu'il convient de reconnaître à telle ou telle modalité essentielle des contrats qui interviennent au marché réglementé de la Bourse du Commerce.

Or, la Cour Suprême, saisie des pourvois formés contre les cinq arrêts du 20 mai 1926, a rejeté ces pourvois le 5 décembre 1928 (1), sans se livrer à une étude détaillée de l'affaire, en faisant de la

1. Etlin c. Lavillonnière. Cass., 5 déc. 1928. *G. P.*, 1929. I. 331.

difficulté une simple question de fait. La Cour d'Appel, en effet, avait tiré argument de ce qu'Etlin et Lévy avaient porté la délibération du 21 février 1924 à la connaissance de leurs clients. Elle prétendait voir, dans cette proposition, d'ailleurs soumise, comme la délibération elle-même, à la réserve d'une homologation officielle ou d'un règlement total sur ces bases intervenant d'un accord unanime, une pollicitation que les clients auraient acceptée par la suite. La Chambre des Requêtes conclut :

« Que c'est donc à bon droit que le jugement a
« fixé le montant des dommages-intérêts à la somme
« évaluée par les parties elles-mêmes, comme indem-
« nité de résiliation, qu'en l'état de ces constatations
« et déclarations il rentre dans le pouvoir des juges
« du fond d'apprécier et d'appliquer les conventions
« des parties ; la Cour d'Appel dont l'arrêt est mo-
« tivé et n'a nullement dénaturé les actes de la
« cause, a justifié légalement, sa décision, sans
« qu'il soit expédient de s'arrêter à d'autres motifs
« de l'arrêt attaqué qui peuvent être considérés
« comme surabondants ».

Il serait aisé de critiquer l'erreur de fait qu'ont pu commettre les juges d'appel, en ce qui concerne le prétendu accord entre les parties, sur les cours du 21 février. En fait les décisions constatent, par ailleurs, qu'ultérieurement les clients réclamèrent aux commissionnaires livraison effective et ne firent intervenir la résiliation, sur la base des cours de février, qu'à titre supplétif. Il est trop exact que la

Cour Suprême, devant une décision qui peut sembler justifiée en fait, évite toujours de trancher une question de principe. C'est ce qu'elle a fait, en l'espèce, laissant, ainsi, ouvertes, les diverses questions de droit dont la divergence entre la décision des juges du fait accuse les difficultés.

En l'absence donc d'une décision de droit de la Cour de cassation, il nous faut examiner, sur les différents points en litige, quelle est la véritable situation contractuelle des parties. La solution tout d'abord adoptée par les juges de fond se résume en une assimilation pure et simple des contrats qui interviennent à la Bourse du Commerce et des contrats du marché libre ou de ceux qui interviennent dans les relations commerciales courantes. Un examen nouveau de la question a conduit les juges à distinguer, au contraire, les uns des autres.

Mais, ce qu'il importe de bien mettre en lumière c'est que les questions qui se posent ne sont point des questions de fait, susceptibles de simples décisions d'espèces sans intérêt pour l'interprète. Il s'agit de questions de droit, dont la Cour de cassation aurait eu à connaître, comme de toute question touchant au caractère de force majeure, reconnu à telle ou telle circonstance souverainement reconnue elle-même, par les juges de fond. C'est dans cet esprit que nous consacrerons les chapitres suivants de notre étude à l'analyse des contrats de la Bourse du Commerce, soit quant à leur objet, soit quant au rôle qu'y joue le commissionnaire ducroire.

CHAPITRE IV

LES CLAUSES ET CONDITIONS DU MARCHÉ.

SECTION I

L'Objet du contrat : le blé du Marché de Paris.

Lorsque l'on examine les motifs des jugements et des arrêts intervenus, l'on est frappé de ce fait que les parties étaient en désaccord sur l'objet même de leurs transactions. Les ordres de Bourse, donnés aux commissionnaires, portaient sur du blé ou sur de l'avoine, à livrer sur un mois déterminé, ou par fractions sur plusieurs mois, ce qui s'exprimait par la formule : livraison sur mars ou sur avril ou, encore, sur les 4 de février, c'est-à-dire par quart chaque mois, à partir de février.

Il était laissé, au vendeur, la faculté de s'exécuter à la date qui lui semblerait préférable, dans le courant du mois indiqué au contrat. L'acquéreur ne bénéficie, jamais, du choix du jour de la livraison. Celle-ci, bien entendu, ne devait avoir lieu que si les parties ne se mettaient pas d'accord, par avance,

pour liquider leur marché par contre-opération et le règlement de la différence ; mais cette seconde opération, au point de vue juridique, doit être considérée, en principe, comme un nouvel accord de volontés indépendant du premier. Il ne saurait donc être tenu compte de cette simple perspective de règlement ultérieur, alors qu'aucune clause spéciale ne vient en faire une modalité du contrat.

L'objet du marché de Bourse est donc essentiellement une denrée, parmi celles qui se négocient à la Bourse, et si les mobiles du contrat sont presque toujours l'espérance d'un gain sur les cours, la cause de l'obligation de l'acheteur c'est la quantité de denrées que son contrat lui permet d'exiger dans un laps de temps déterminé. Or, c'est la cause qui importe à la validité du contrat, les simples mobiles qui ont poussé les parties à contracter restant indifférents.

Il semblerait donc qu'il n'y ait eu aucune difficulté possible, sur cet objet du contrat. Or, c'est sur ce point que les divergences les plus graves se sont manifestées. C'est qu'en effet, les parties n'avaient pas convenu de se livrer les denrées en question dans les termes du droit commun, non plus qu'elles n'avaient entendu que le paiement intervint de la part de l'acheteur comme il est d'usage en matière commerciale. Acquéreurs et vendeurs avaient, en effet, stipulé qu'ils prenaient ces positions contractuelles respectives dans les termes prévus par le règlement du marché officiel de la denrée envisa-

gée. C'est ce qu'exprimait la formule qui se trouvait dans tous les contrats : achat ou vente aux clauses et conditions du Marché de Paris.

De ce fait, le règlement tout entier, qui définit ces clauses et conditions, se trouvait incorporé au contrat, au même titre que s'il avait été reproduit intégralement. Or, le règlement de tout marché de la Bourse débute par une définition précise et minutieuse de la denrée qui constitue sa base fondamentale. C'est sur une marchandise répondant, exactement, à toutes les conditions exigées par le règlement que les parties ont fait porter leur accord. L'objet du contrat c'est le blé ou l'avoine du marché de Paris. Il en irait, d'ailleurs, de même, s'il s'agissait de contrats portant sur toute autre marchandise de Bourse : farines, sucres, etc...

Or, le blé du marché de Paris est défini, non seulement par son essence et sa qualité, par sa provenance et par les exigences formulées au sujet du pourcentage maximum de déchets qu'il peut contenir sans être refusable, mais, aussi et surtout, par l'intervention des pouvoirs syndicaux pour décider de son admission au Marché.

Nous avons déjà indiqué que les marchandises traitées à la Bourse, diffèrent, forcément, de celles qui sont l'objet du commerce non réglementé. Il s'agit, essentiellement, d'une marchandise étalon, propre à permettre l'établissement de cours ne prêtant à aucune ambiguïté. Les cours ainsi précisés pourront, ensuite, au marché libre, être l'objet de

toutes adaptations aux conditions particulières des marchandises traitées pour les besoins de la consommation. Mais, le marché officiel ne se prête pas à ces accommodements. Il n'envisage pas la denrée en elle-même et en vue de sa consommation, mais seulement, comme un instrument de mesure. Or, la première qualité d'un instrument de mesure est d'être invariable, sa détermination dût-elle être arbitraire.

Pour qu'une telle fixité soit assurée, il ne suffit pas que soient posées des règles précises, il faut, encore, qu'une autorité intervienne pour déterminer l'identité de la denrée proposée et de l'étalon et, si besoin est, les réfections qui doivent être faites sur les prix du marché, dans les limites très étroites où sont admises certaines tolérances.

Les formalités par lesquelles se déterminent, tant la qualité de chaque lot de blé, présenté au marché, que sa conservation, sont donc des conditions essentielles de la détermination de l'objet du contrat. Le règlement, en effet, porte que les blés, répondant à telles et telles conditions, sont admissibles sur le Marché. Ceci suffit à indiquer qu'ils n'y sont pas admis de ce seul fait qu'ils remplissent les conditions de qualité et de provenance exigées. L'admission définitive, en effet, exige d'autres conditions.

Sous le titre : « Conditionnement des blés destinés au Marché », l'article 7 du règlement stipule, explicitement, que tout lot de blé, proposé à l'expertise, doit être déposé dans un des « magasins généraux

agréés par la Chambre Syndicale et former une couche homogène d'un mètre de hauteur ». Cette première condition est prescrite par l'article 8, à peine de nullité de la demande d'admission. Après le dépôt, le blé doit être expertisé et il n'est admis au Marché qu'après cette expertise.

Les conditions de celle-ci sont énumérées par le règlement. Elle est confiée à des experts désignés par la Chambre Syndicale, dont les noms ne sont pas communiqués aux parties (article 9) et présidée par un membre de la Chambre Syndicale (article 10). Les demandes d'expertise doivent être déposées à la direction. La levée d'échantillons est faite par les ouvriers des magasins, sur les indications d'un préposé du marché porteur de la demande visée par le directeur. Seules, les quantités expertisées dans ces conditions sont déclarées livrables ou non livrables et la décision est sans appel. Plus tard interviennent, soit l'ordre de la livraison, soit, à époques fixes, des expertises de conservation. Ainsi, c'est bien l'expertise spéciale au marché, effectuée dans les conditions réglementaires, qui donne ou qui refuse aux blés, déposés aux Magasins Généraux, la qualité de blé du marché de Paris. En se soumettant aux clauses et conditions du marché, c'était donc, sur cet objet bien déterminé, que les parties avaient fait porter leur convention.

C'est, en se référant à ces constatations, qu'il convient d'examiner la pertinence des motifs des décisions de justice intervenues en la matière. Nous

les voyons s'opposer entièrement, quant à leur manière d'envisager l'objet du contrat.

Dans les affaires Etlin et Lévy qui ont donné lieu aux cinq arrêts du 20 mai 1926, la cour de Paris, confirmant, d'ailleurs, les jugements qui lui étaient déférés, déclare que la fermeture de la Bourse du Commerce n'a pu empêcher les vendeurs de se procurer du blé pour satisfaire à leurs engagements. Faisant abstraction des conditions spéciales auxquelles doit répondre le blé du marché de Paris, les magistrats tirent argument du fait que les autres marchés conclus, après la date de la fermeture de la Bourse, pour assurer les besoins de la consommation, ont été effectivement exécutés.

Pour la Cour, les opérations du marché réglementé, n'étant que des contrats de vente et d'achat, ne se distinguaient pas de celles qui se font au marché libre. Dès lors, l'accord des parties, sur la chose et sur le prix, les rendant parfaits, il n'y avait lieu de voir, dans la stipulation aux termes de laquelle ces contrats étaient soumis aux usages du marché, qu'une clause accessoire ne touchant pas à l'essence de la convention, n'en entamant pas la validité et n'en entravant pas l'exécution, qu'il convenait, dès lors, de procurer par tout autre moyen.

« Considérant, au surplus, qu'aux termes de « l'article 2 du règlement du Marché des Blés de « Paris, sont admissibles, sur ce marché, les blés « de toute provenance, indigène ou exotique, aux « conditions normales, que ces termes très larges

« permettaient de se procurer à telle source que de
« droit, les blés qu'il avait pris l'engagement de
« livrer. »

Il est à peine nécessaire de faire remarquer combien ces motifs méconnaissent les véritables termes du contrat : celui-ci, portant adhat ou vente de blé, s'en référerait, pour la définition de la marchandise comme pour les conditions auxquelles elle devait satisfaire, à un règlement qui, dès lors, s'incorporait à la convention. Faire de cette stipulation une modalité accessoire semble bien être une méconnaissance de l'objet même de cette convention. Il en est ainsi d'autant plus que le texte auquel on se référerait était un règlement officiel, homologué par arrêté ministériel, dans le but formellement affirmé de servir de base obligatoire à tous les contrats à intervenir au Marché réglementé. Nous sommes en présence d'une hypothèse particulière du contrat formé par adhésion et l'on sait que la jurisprudence a toujours déclaré, très fermement, que les clauses, acceptées par un acte d'adhésion, obligeaient au même titre que toutes autres. L'on conçoit, difficilement, pourquoi elles deviennent, ici, des clauses accessoires, ne touchant pas à l'essence de la convention, des modalités négligeables.

Postérieurement, l'on a vu le tribunal de Commerce de la Seine et la Cour de Paris, revenir sur cette opinion aventurée.

« Attendu, dit le tribunal (jugement du 3 décembre 1926 (Raynaud contre Mendel) que le

« marché de Paris prévoit des *qualités de marchan-*
« *dises bien déterminées, qui doivent être réception-*
« *nées, expertisées et liquidées dans des conditions*
« *limitativement prévues au règlement en question*
« *qui régit les accords des parties.*

« Attendu que ledit règlement ne prévoit pas la
« possibilité de régler les positions dans un autre
« lieu que celui de Paris, à des conditions et avec
« des marchandises autres que celles prévues et
« répondant aux stipulations dudit règlement.

« Qu'il s'ensuit que si, par un fait imprévu et
« impossible à prévoir, et qu'on n'a pu empêcher, la
« liquidation des positions n'a pu avoir lieu, on
« ne saurait reprocher au commissionnaire, même
« du croire, la non exécution du mandat reçu et lui
« réclamer les sommes auxquelles on considère avoir
« droit, pour une liquidation qui n'a pu avoir lieu.

« Attendu que cette non liquidation et la situation
« dont il vient d'être parlé est celle créée par décret
« du 18 février 1924, ordonnant la fermeture de la
« Bourse du Commerce.

« Attendu qu'on ne saurait, sérieusement, soutenir,
« *sans méconnaître, totalement, le fonctionnement*
« *du Marché de Paris*, que, du fait du décret en ques-
« tion, l'obligation n'a pas été rendue impossible,
« mais est devenue, seulement, plus onéreuse et plus
« difficile.

« Attendu que semblable raisonnement *aboutit à*
« *la confusion* du marché de Paris soumis, ainsi qu'il
« a été dit, à des règles étroites et à des marchan-

« dises désignées *in specie* et du marché libre, où
« les marchandises sont désignées *in genere* et sont
« susceptibles, par suite, de remplacement possible,
« dans un rayon d'action plus étendu.

« Attendu qu'on ne peut, davantage, soutenir que,
« malgré la fermeture, les marchandises n'ont cessé
« de circuler.

« Attendu qu'évidemment, la fermeture n'a pas
« eu pour conséquence d'arrêter la vie.

« Attendu que s'il est vrai que, pratiquement, la
« fermeture de la Bourse du Commerce n'a pas eu,
« pour résultat, d'arrêter les livraisons d'avoines
« pour la consommation, il convient de faire observer
« que le résultat cherché par le décret dont il s'agit
« n'était pas l'arrêt de la consommation, mais uni-
« quement celui de la spéculation se soldant par
« des différences qui sont le cas des demandes telles
« que celle faisant l'objet de la présente instance. »

Et la Cour de Paris, le 11 janvier 1928, statuait
dans le même sens (R... contre Paul B...) :

« Considérant que, pour les contrats à prime du
« marché de Paris, s'appliquant, ainsi qu'il a été
« en l'espèce, à des marchandises spéciales, devant
« être réceptionnées, expertisées et liquidées à des
« dates, à des conditions strictement précisées et défi-
« nies, suivant un règlement officiel homologué par
« arrêté ministériel, liant rigoureusement les con-
« tractants...

La doctrine de ces dernières décisions est parfaite-
ment nette. Les marchandises du marché de

Paris se caractérisent, non par leur genre, mais par les formalités dont elles ont été l'objet, suivant les prescriptions des règlements. Elles sont donc définies *in specie*. Ce n'est pas du blé ou de l'avoine que les parties ont vendu ou acheté, mais du blé ou de l'avoine expertisée et emmagasinée de façon bien distincte. L'on ne saurait donc appliquer à ces denrées, la maxime : » genera non pereunt » pas plus qu'on ne l'appliquerait, à l'occasion d'une vente portant sur du grain à prendre parmi celui existant actuellement dans tel grenier.

Par conséquent, il résulte de la réglementation à laquelle les parties se sont soumises en contractant et dont elles ont fait une partie intégrante de leurs contrats, que l'objet même de ce contrat n'est pas la marchandise que l'on peut se procurer sur le marché libre, de sorte que l'on ne peut reprocher au vendeur de ne pas s'être procuré, en dehors de la Bourse, ce qu'il n'aurait pu y trouver.

Or, si nous nous référons aux conditions d'existence de la force majeure, telles que la Jurisprudence a eu, maintes fois, l'occasion de les définir, nous voyons que le fait, auquel on prétend reconnaître ce caractère, doit être l'intervention d'une force extérieure (ce qui distingue cette hypothèse de celle du cas fortuit), que cette intervention n'ait pu être prévue et surtout, qu'elle rende l'exécution de l'obligation dont il s'agit d'obtenir l'exécution, non point seulement, extrêmement difficile ou onéreuse, mais tout à fait impossible.

Si donc, nous appliquons cette définition, à la situation où se sont trouvés placés les vendeurs de blés ou d'avoines de la Bourse du Commerce, après la fermeture de celle-ci, nous ne pouvons manquer de reconnaître que l'intervention de l'ordonnance de fermeture, ce fait du prince dont la régularité n'est aucunement établie, constitue bien un fait extérieur et l'action d'une contrainte irrésistible. Il n'est pas contestable, non plus, que la mesure, en question, a été imprévue et imprévisible.

Mais, de plus, il est nécessaire, pour que tous les caractères de la force majeure se trouvent réunis, que l'exécution du contrat ait été rendue impossible. Semblable situation ne peut exister que si tout moyen de se procurer du Blé du Marché de Paris était interdit aux parties, de par le fait même de la fermeture de la Bourse. Or, il n'est que deux moyens de se procurer du Blé du Marché de Paris, en vue d'une livraison effective, lorsque celle-ci est exigée par l'acheteur. Ou l'on se procure un lot de quantité suffisante, parmi ceux existant dans les Magasins Généraux agréés par la Chambre Syndicale et préalablement expertisés, ou l'on fait entrer, dans ces magasins, un lot de blé acquis en dehors du marché réglementé, mais dont on demande l'expertise dans les conditions prévues par le règlement pour décider de son admission à ce marché.

C'est ce que les juges n'avaient pas envisagé, lorsqu'ils ont dénié l'impossibilité absolue, où se trouvaient les vendeurs, de satisfaire aux conditions pré-

cises de leurs obligations, quant à la livraison des marchandises. Ils ont prétendu tirer argument de ce que la fermeture de la Bourse n'empêchait pas, forcément, le fonctionnement des services administratifs et techniques des syndicats et, notamment, le service des expertises. Mais, l'ordonnance de fermeture de la Bourse de Commerce ne contenait aucune distinction de ce genre et avait été appliquée, en fait à tous les services des marchés qu'elle atteignait.

La procédure de la désignation des experts, la levée des échantillons, le dépôt et le visa de la demande, ainsi que toutes les autres formalités prévues par le règlement, supposent, nécessairement, le fonctionnement des services du marché. La peur de la spéculation était si grande, et si grand le désir de réprimer toute tentative, en vue de reprendre, de façon détournée, les opérations interrompues par l'acte gouvernemental, que l'on avait appliqué l'interdiction à tout ce qui touchait, de près ou de loin, aux transactions de la Bourse.

A dater du 18 février 1924, et jusqu'au 14 août la Chambre Syndicale a cessé de tenir un registre d'expertises, les experts ont cessé leurs fonctions et les prélèvements d'échantillons n'ont plus été possibles dans les magasins généraux. La reconnaissance et la qualification du blé du Marché de Paris n'étaient plus possibles dans les conditions prévues par les contrats en cours.

D'autre part, le blé antérieurement expertisé et entreposé n'était plus livré.

Il est donc de nulle importance que l'on ait pu, en dehors de la Bourse se procurer, librement, pour les besoins de la consommation, du blé de qualité marchande. Lorsque les arrêts du 20 mai 1926 déclarent que les vendeurs pouvaient se procurer le blé nécessaire à l'exécution de leurs engagements « à telle source que de droit », cette formule, aussi imprécise que catégorique, méconnaît l'engagement même dont elle prétend assurer le respect, puisque s'il est toujours possible de se procurer, ailleurs que sur le marché réglementé, du blé de bonne qualité, on ne pourra obtenir, ainsi, du blé du Marché de Paris.

Il serait, même, de nul intérêt, que la marchandise que l'on prétendrait substituer à celle que l'on ne peut se procurer, fut, en fait, parfaitement identique, comme qualité ou comme provenance, à celles qui sont définies par les règlements comme admissibles au Marché de Paris. Ce qui est indispensable, en effet, c'est que ces marchandises y soient admises et non simplement admissibles. Les vendeurs traitant, conformément aux conditions intégrales du Marché de Paris, ne pouvaient prétendre se libérer par livraisons d'équivalents.

Il est exact, comme le relèvent les arrêts du 20 mai 1926, qu'aux termes de l'article 2 du règlement du marché des blés de Paris « sont admissibles, sur ce marché, les blés de toute provenance, indigène ou exotique, aux conditions normales ». Mais là ne se bornent pas les exigences

du règlement et, d'autre part, pour que le blé répondant à ces conditions soit admis, il faut que soient accomplies les formalités requises. Nous sommes bien ainsi dans un domaine où, par l'action du règlement auquel les parties se sont soumises, la forme prend une importance primordiale. L'on ne peut assimiler ces contrats, qui empruntent toute leur substance à un règlement officiel dont les dispositions sont de rigueur, aux contrats du droit commun en matière commerciale.

Les décisions qui ont commis cette confusion ont donc dénaturé les termes des règlements dont il s'agissait. Elles ont traité, comme une simple question de fait, ce qui était une question de droit, puisqu'il s'agissait de faire application, non pas seulement, de cette loi du contrat dont parle l'article 1134 du Code civil, mais des clauses claires et précises d'un texte réglementaire, homologué par arrêté ministériel.

Les termes du contrat n'imposant pas aux vendeurs d'autre obligation que celle de livrer du blé du Marché de Paris, ils se trouvaient donc, dans la situation de vendeurs qui auraient promis de livrer du blé d'une récolte déterminée, entreposée dans un magasin déterminé, lesquels se trouvent dégagés de toute obligation s'ils établissent qu'un cas de force majeure les empêchent de faire sortir le blé dont il s'agit du magasin où il est déposé. L'impossibilité de se procurer du blé du Marché de Paris, soit par livraison du blé déjà expertisé, soit par spécification

nouvelle, était un fait établi. Les contrats devant avoir effet, postérieurement au 18 février, devaient donc être résiliés de plein droit comme inexécutables.

L'on ne peut donc qu'approuver les décisions qui, revenant sur une interprétation fondée de l'objet du contrat, ont reconnu l'existence d'une force majeure de nature à libérer le débiteur. La fermeture de la Bourse interrompant toutes opérations du Marché et ces opérations constituant un caractère essentiel de nature à spécifier l'objet de l'obligation, l'on se trouvait dans l'alternative, ou de constater l'impossibilité de l'exécution et de reconnaître la libération du vendeur, ou de méconnaître la portée des clauses du règlement visé par les parties.

C'est bien là, nous semble-t-il, l'erreur où sont tombés les magistrats qui ont rendu les arrêts du 20 mai 1926. Ils ont cru pouvoir ramener ces contrats à de simples marchés à livrer de droit commun et, dès lors, il leur est apparu que le marché libre, continuant ses transactions pour les besoins de la consommation, les denrées, ainsi mises en circulation, pouvaient servir à l'acquittement des obligations contractées au marché réglementé. Ce faisant, ils mutilaient l'expression de la volonté des parties et commettaient, quant à l'objet du contrat, cette confusion que, mieux informés, les magistrats de la 3^e Chambre de la Cour ont si justement dénoncée, dans leur arrêt du 11 janvier 1928.

Et l'on ne peut que regretter que la Cour Suprême,

saisie de la question ait pris texte d'un motif de pur fait, pour éviter tout débat de principe sur le chef de la détermination de l'objet du contrat et sur l'existence d'une force majeure résultant de l'impossibilité de livrer cet objet précis.

Il y avait là une question de droit, fort intéressante à trancher, et l'abstention de la Cour de cassation laisse, en Jurisprudence, la question ouverte.

Or, nous l'avons vu, d'autres instances engagées plus tard, à raison des mêmes événements, ont donné lieu à des solutions entièrement différentes ; il y a, là, dans l'application des textes réglementaires inclus au contrat, comme dans celle de la loi du contrat, une divergence que la Cour Suprême, qui n'ignorait pas, lorsqu'elle a statué, le changement d'attitude du tribunal de commerce de la Seine et de la Cour de Paris, aurait dû tenir à faire disparaître. Elle s'est toujours reconnu le droit, en effet, sinon de rectifier les interprétations données par les juges aux conventions privées, du moins de redresser les entorses données à la loi du contrat, lorsqu'il y avait eu, non pas fausse interprétation, mais bien dénaturation d'une clause claire et précise.

Or, en l'espèce, l'occasion était belle pour la Cour Suprême, d'user de cette prérogative. La clause de soumission aux clauses et conditions intégrales du Marché de Paris ne prêtait à aucune ambiguïté. Quant à ces clauses et conditions, il ne s'agissait

pas, seulement, d'assurer le respect de la volonté des parties, mais de l'application d'un texte officiel, certainement complexe et de caractère technique, mais, cependant de nature à supprimer toute difficulté, revêtu, d'autre part, de par l'homologation ministérielle, du caractère réglementaire. Il était donc possible et souhaitable, qu'intervint une décision de principe définissant le véritable objet des contrats de la Bourse du Commerce.

SECTION II

Les conditions de livraison du blé du marché de Paris.

Si les décisions de justice que nous confrontons ont posé la question de l'objet du contrat, elles ont aussi soulevé celle des conditions dans lesquelles devait intervenir la livraison du blé ou de l'avoine définis par l'accomplissement des formalités exigées par le règlement. C'est encore aux clauses et conditions de celui-ci qu'il faut se référer pour savoir quelle avait été, sur ce point, la convention des parties.

Au titre IX de ce règlement (articles 34 et suivant), nous trouvons l'énoncé des opérations impérativement exigées pour toute livraison portant sur du blé ou de l'avoine du Marché réglementé. Il en résulte que, sur ce point encore, le contrat de Bourse apparaît comme essentiellement formalist

et tout à fait différent des contrats de droit commun, auxquels certaines décisions ont, mal à propos, prétendu l'assimiler.

Les lots indivisibles de 250 quintaux, qui peuvent seuls être l'objet des marchés de Bourse, ne sont livrés qu'au moyen de formules imprimées, dites filières, délivrées par le syndicat, revêtues de son timbre et accompagnées du certificat d'expertise préalable.

La filière est la représentation effective de la marchandise. Elle sert aux offres réelles que l'on aurait à faire de celle-ci. Elle ne peut comporter que 250 quintaux. Les contractants qui se soumettent aux clauses du Marché acceptent, par là-même, de ne livrer ou de ne requérir livraison que dans les conditions ainsi définies. Ils se sont, en effet, soumis à toutes les prescriptions contenues aux règlements officiels.

Le vendeur peut choisir, à son gré, le jour de la livraison dans le mois sur lequel porte le contrat et l'acquéreur qui refuse de prendre livraison est, aussitôt, mis en demeure. Par la seule échéance du dernier jour de Bourse du mois visé au contrat, le vendeur se trouve en demeure, sans sommation préalable. A défaut d'exécution, l'acheteur peut, soit racheter la marchandise aux frais du vendeur à l'une des deux premières Bourses suivantes, ou considérer la vente comme résolue au cours de la dernière cote enregistrée. Il lui suffit de faire connaître, aussitôt, sa décision à la Chambre Syndicale.

Les filières émises lors de chaque liquidation ne peuvent servir qu'aux seules livraisons destinées à satisfaire aux ventes faites sur le mois qui y est désigné. Elles ne peuvent être émises, endossées ni arrêtées que par des membres du Syndicat. Chaque filière comporte certaines mentions obligatoires, précisées à l'article 37 du règlement : numéro, timbre du syndicat, mois de l'émission, date de création, visa de l'entrepositaire, etc... Une fois émises, ces filières circulent par endossement et, seulement, à l'intérieur de Paris. C'est le vendeur qui a la charge de l'émission et de la mise en circulation. L'acquéreur déclare immédiatement s'il veut, ou non, arrêter la filière, sinon, il l'endosse régulièrement. Du seul fait qu'un non-adhérent au Syndicat demande l'émission d'une filière, la fait créer endosser ou arrêter, il se soumet aux règlements du Marché.

Au moment où se produit l'arrêt de la filière, intervient un fonctionnaire de la Bourse, liquidateur, qui mentionne, sur la formule, immédiatement après le dernier endos, la date et l'heure de l'arrêt, délivre un duplicata à l'acquéreur et fait parvenir au créateur copie de la filière avec la facture d'arrêt, portant mention de la date de cet arrêt. Les filières arrêtées, qui ne peuvent plus être remises en circulation, sont déposées aux archives du Syndicat où on les conserve trois ans.

Enfin, le jour de l'arrêt ou le lendemain, a lieu la livraison effective. L'acheteur peut, alors, recon-

naître la marchandise et demander une expertise de conservation et la constatation du poids. S'il accepte la marchandise, il doit payer, le deuxième jour de bourse qui suit l'arrêt. Dans le même délai, le vendeur doit présenter sa facture. A défaut de paiement, la marchandise est remise en vente, à la bourse suivante.

Ces conditions particulières de livraison suffiraient à marquer le caractère spécial du contrat intervenu et, d'autre part, les commissionnaires ne peuvent traiter à la Bourse à d'autres conditions. Ils ne concluraient donc pas un contrat ne comportant pas ces modalités, qu'adhérents eux-mêmes au Syndicat, ils imposent à leurs clients non-adhérents. Lors donc que ces clients prétendent se dispenser d'accomplir les conditions auxquelles l'exécution du marché est suspendue, leurs co-contractants peuvent leur rétorquer que la liquidation des marchés passés à la Bourse ne peut se faire que par le seul mode prévu par le règlement, l'émission des filières par les membres du Syndicat et leur mise en circulation, l'arrêt de ces filières rendant, seul, exigible, la livraison effective des marchandises stipulées.

Or, nous l'avons déjà indiqué, tous les services de la Bourse du Commerce avaient été arrêtés du fait de l'ordonnance du 18 février 1924 et, par conséquent, l'émission des filières et leur arrêt, lesquels exigent l'intervention des fonctionnaires syndicaux.

Si nous reprenons, maintenant, l'analyse de la situation des acheteurs, telle qu'elle se présente,

d'après les décisions intervenues, nous constatons qu'à ce point de vue, aussi, ils ont fait bon marché des clauses les plus certaines des règlements auxquels ils s'étaient soumis. Ils ont, au lendemain de la fermeture de la Bourse, prétendu imposer les livraisons que stipulaient leurs contrats, mais il est à remarquer qu'à aucun moment, ils n'ont réclamé la création de filières. Bien au contraire, ils ont, sans passer par l'intermédiaire des organes syndicaux, réclamé la résolution de leurs contrats, sur la base des cours arrêtés le 21 février 1924 et bien vite devenus caducs par le manque d'unanimité des intéressés invités à y adhérer.

Comment, dès lors, peut-on prétendre que la livraison était attendue d'eux et qu'il y a lieu à résolution avec dommages et intérêts, alors qu'aucun des demandeurs n'a même prétendu avoir demandé l'émission d'une filière et, encore moins, que celle-ci ait été mise en circulation et arrêtée par eux. Aucune des difficultés du règlement n'a été respectée sur ce point. Là, encore, la force majeure s'opposait à ce que ces prescriptions soient satisfaites et l'on ne pouvait se contenter d'en faire abstraction en maintenant le contrat par ailleurs.

C'est, cependant, ce qu'ont fait les arrêts du 20 mai 1926 qui, nous l'avons dit, écartent délibérément les prescriptions du règlement. La Cour de Paris proclame, en effet, que la clause de soumission aux conditions et usages du Marché de Paris est accessoire et sans influence sur le contrat. Dès

lors, il importait peu que, malgré les obligations que les contractants s'étaient imposées, aucune des prescriptions du règlement n'ait été respectée. On a éliminé les modalités qui caractérisent les contrats du marché réglementé. S'il est, cependant, un point qui ne peut faire doute, c'est que les contrats de Bourse sont synallagmatiques et que, s'agit-il de simples contrats de vente et d'achat ayant toujours pour but des livraisons effectives, l'une des parties ne peut demander, soit l'exécution par l'autre partie de ses obligations, soit en se fondant sur l'article 1184 du Code civil, la résolution, sans faire la preuve qu'elle a, pour sa part, exécuté où est prête à exécuter toutes les obligations assumées par elle du fait du contrat et selon les modalités prévues par le contrat.

Les acheteurs, pour pouvoir être admis à agir contre leurs co-contractants, auraient donc dû se déclarer prêts, de leur côté, à remplir toutes les obligations qui leur incombait et, en particulier, ne réclamer l'exécution du contrat ou sa résiliation, que dans les conditions prévues par le Règlement. Or, il n'a été invoqué aucune démarche de leur part en ce sens. En fait, les acheteurs savaient, parfaitement, que la fermeture du marché mettait un obstacle absolu aux conditions de livraison qu'ils avaient acceptées. Ils ont donc, quant à eux, fait abstraction de ces conditions tout en exigeant, de leurs co-contractants, le respect des engagements pris sous ces conditions.

Sans doute, si la question avait été nettement posée, comme elle ne semble pas l'avoir été, du moins à en juger par les motifs des arrêts, qui ne statuent pas précisément sur ce point, si ce n'est en écartant comme accessoires, les clauses et conditions prévues par le Règlement, l'on aurait vu vraisemblablement les acquéreurs sommés de respecter les modalités en question, invoquer l'impossibilité où ils étaient, du fait de la fermeture de la Bourse, de se soumettre à des formalités qui supposaient l'intervention des pouvoirs syndicaux. Ils auraient sans nul doute, invoqué l'exception de force majeure. L'on ne conçoit pas pourquoi cette exception eût pu de leur part être accueillie, sans que l'on fasse de même, pour l'exception présentée par les vendeurs et, en particulier, sans que les formalités, relatives à la spécification de l'objet du contrat, n'apparaissent également impossibles, pour les mêmes raisons et au même titre que les modalités relatives à la livraison. Dans un cas, comme dans l'autre, la solution pratique eût été la même : ou les conditions du marché étaient restées possibles, malgré la fermeture, comme on l'admettait pour l'objet du contrat, mais, alors, les conditions de livraison devaient être régulièrement accomplies, ou elles étaient devenues impossibles et, alors, c'était l'ensemble du contrat qui devait devenir caduc.

Mais il semble bien que l'on n'ait pas prêté à ce point de vue l'attention qu'il méritait. L'on voit, en

effet, les décisions de justice du 20 mai 1926 parler de livraisons possibles sans que la question des modalités spéciales de cette livraison paraissent avoir été aperçues et c'est ainsi que la Cour d'appel a scindé le contrat et laissé la balance inégale entre les obligations des deux parties.

Dans les décisions en sens contraire, intervenues plus tard, devant le Tribunal de Commerce et la Cour d'appel, nous voyons, par contre, ces conditions spéciales de livraison invoquées pour écarter la prétention des acquéreurs, à côté des considérations sur l'objet du contrat. Mais, là encore, il semble bien que l'on ait considéré cette question comme un simple accessoire de celle de la détermination de cet objet. Il y a là une solution exacte, mais cependant, il apparaît, à la réflexion, qu'il y a là deux questions connexes, mais qui ne sont pas absolument confondues, car c'est au vendeur à invoquer la force majeure pour ne pas accomplir les conditions de détermination de l'objet du contrat, mais c'est à l'acquéreur à justifier qu'il n'a pu accomplir les conditions auxquelles était subordonnée la demande de livraison invoquée par lui.

Par ailleurs, l'on voit les conditions du marché réglementé invoquées par les acquéreurs en ce qui peut leur être avantageux et, en particulier, en ce qui concerne la mise en demeure du vendeur. La Cour de Paris a admis, dans ses arrêts du 20 mai 1926, que, conformément aux termes des règlements, cette mise en demeure de verser les différences, à

défaut de livraison effective dans le courant du mois, sur lequel porte le marché, pouvait résulter de simples lettres du créancier.

Mais, si l'on s'en réfère au droit commun, l'on doit considérer que la mise en demeure ne peut être à ce point, simplifiée, sans qu'il soit intervenue une convention en ce sens. Le contrat de Bourse, sur ce chef comme sur tant d'autres, s'écarte du droit commun et les juges reconnaissent ce caractère spécial. Du rapprochement de leur décision sur ce point particulier, avec le motif qui assimile les contrats de Bourse à de simples contrats de droit commun, l'on arrive à un déséquilibre qui ne peut satisfaire la logique. L'on serait en présence d'un marché à livrer de droit commun, mais auquel seraient attachées certaines des modalités prévues par les règlements, en particulier le droit pour l'acquéreur de rendre la livraison des marchandises exigible, par simple envoi d'une lettre recommandée ; celui, aussi, de pouvoir réclamer, à défaut d'exécution d'une seule mensualité, le paiement des différences sur les autres mensualités simplement éventuelles du même marché, à titre de sanction de la faute contractuelle.

Il apparaît donc que la solution des arrêts du 20 mai 1926 comporte une distinction arbitraire, entre les diverses modalités du contrat. Si les contradictions que nous avons relevées ne sont pas apparues, tout d'abord, aux magistrats, c'est qu'ils ont considéré l'ensemble des clauses réglementaires,

comme simplement accessoires et de peu d'importance. Ils ont, plus tard, mieux apprécié l'importance des diverses modalités qui caractérisent les contrats du Marché réglementé et sont alors arrivés à une solution qui respecte, comme il convient, la commune intention des parties, tenues, l'une envers l'autre, d'obligations réciproques.

SECTION III

Les marchés spéciaux de spéculations.

Les clauses et conditions du Marché de Paris que nous venons d'examiner valent pour tous les contrats intervenus au Marché réglementé, pour ceux qui doivent se terminer par une livraison effective, comme pour ceux destinés à se régler par le paiement d'une simple différence. A ce point de vue, nous avons relevé lorsque nous analysions, au III^e chapitre, les motifs des décisions de justice, que l'on avait avec raison refusé de tenir compte, pour l'appréciation du caractère de ces marchés, en général, du fait que ceux-ci sont, pour la plupart, fictifs et que l'intention commune des parties, lors du contrat, n'a jamais été d'exiger la livraison des denrées stipulées. Il y a là, comme l'ont bien vu les juges, un élément psychologique qui ne se manifeste pas dans les termes du contrat et que l'on ne saurait supposer. Rien ne distingue, en effet, *a priori*, un contrat fictif d'un marché à livrer.

Mais s'il en est ainsi dans la majorité des cas où l'intention des parties ne peut être qualifié que de simple mobile, il en est d'autres où, par une clause spéciale, les parties ont marqué, de façon indéniable leur intention de ne point viser une livraison effective, mais simplement un gain d'argent. Ces marchés de spéculation méritent, alors, un traitement à part et toute la question est de savoir quelles clauses usuelles pourront caractériser la volonté des parties, de façon assez précise.

La question s'est posée en ce qui concerne, soit les marchés avec primes, soit les marchés sur faculté, et, au moins pour les premiers, des décisions précises sont intervenues.

Les marchés avec primes se caractérisent par le fait qu'au lieu de garder, à tout événement, le droit de requérir l'exécution effective des livraisons stipulées, l'une des parties a accepté que l'autre put se dégager moyennant le paiement d'une prime déterminée, en lui signifiant son option à la date prévue par le règlement, au moment de chaque liquidation.

L'on ne peut pas, ici, parler du désir de l'acquéreur de s'approvisionner. S'il s'agissait pour lui de faire face à des besoins prévus, en vue de la consommation, il se garderait de permettre à son vendeur de se dégager, moyennant le paiement d'une prime. Un tel marché ne se prête, par conséquent, à aucune assimilation avec ceux qui interviennent au marché libre. C'est dans le contrat lui-même qu'existe la preuve de l'intention des parties. Dès

lors, le paiement d'une différence apparaît comme le mode normal d'exécution de ces marchés, l'une d'elles ayant limité le risque qu'elle entend courir. C'est là, bien nettement, un contrat de spéculation.

Nous ne reviendrons pas sur le rôle que nous avons déjà exposé par ailleurs des marchés de ce genre, qui ont essentiellement pour but une assurance contre des hausses exagérées. Mais, ce qui est essentiel ici, c'est le caractère spécial que revêt le contrat affecté de cette modalité. Un tel contrat ne peut intervenir qu'en Bourse, puisqu'il est essentiellement un marché différentiel et non un marché ferme conclu en vue de satisfaire des besoins déterminés. Il suppose donc le fonctionnement régulier de la Bourse pour que les cours soient constatés officiellement et que la réponse des primes puisse être régulièrement enregistrée, comme l'exigent les règlements du Marché. C'est là un nouvel aspect de ces clauses et conditions du marché, si radicalement différentes des conditions du marché libre et auxquelles la fermeture de la Bourse ne permet pas de satisfaire.

Aussi n'est-il pas si étonnant que ce soit à propos des marchés à prime que soient intervenues les décisions qui marquent le revirement de la jurisprudence (jugements des 14 mars 1925 et 3 décembre 1926, arrêt du 11 janvier 1928). L'on y voit constater de façon absolument nette, que de tels marchés n'ont aucune analogie avec ceux du marché libre.

« Considérant que ... si les contrats du marché

« libre, dont l'objet normal est l'approvisionnement
« régulier des contractants ... pouvaient se pour-
« suivre, même pendant la fermeture de la Bourse
« du Commerce, il n'en pouvait être ainsi pour les
« marchés à primes dans lesquels, à défaut de la
« livraison de la marchandise dans les conditions
« spéciales du règlement, la liquidation s'effectue
« par le paiement de simples différences, opérations
« s'effectuant par degrés successifs, devant être
« suivies chaque jour suivant les cours et sujettes à
« toutes les fluctuations réglementées par les cours
« de la Bourse du Commerce » (Arrêt du 11 janvier
1928).

Il convient de remarquer, d'ailleurs, que ces arguments pourraient valoir pour tous les autres contrats de Bourse et qu'à côté de ce caractère spécial des contrats avec primes, les décisions en question ont donné d'autres motifs que nous avons reproduits par ailleurs et applicables à tous contrats qui comportent soumission aux conditions du marché réglementé.

En ce qui concerne les marchés sur facultés, ce sont ceux qui augmentent le risque couru ou le réduisent proportionnellement aux quantités traitées, à la volonté de l'une ou de l'autre des parties qui s'est réservé le droit de livrer ou de faire livrer plusieurs fois la quantité stipulée, si elle y trouve avantage ou bien, au contraire, de réduire la quantité stipulée. De tels contrats n'ont pas, non plus que les marchés avec primes, le caractère de con-

trats d'approvisionnement. Ces derniers sont faits à terme, en vue de besoins bien déterminés et pour parer à toute hausse pouvant survenir dans l'intervalle. Ici, au contraire, loin de redouter l'écart des cours, les parties ont tout intérêt à voir cet écart s'accroître. Il n'est pas normal que les besoins de la consommation puissent, selon les écarts des cours, justifier des livraisons deux, trois ou quatre fois plus ou moins considérables. Nous sommes donc, encore, en présence d'un marché de spéculation. La clause qui figure au contrat caractérise bien le but des parties, qui est de gagner sur les différences des cours. Les raisons de décider ainsi sont les mêmes qu'en matière de marchés à primes. Ici, encore, nous devons remarquer qu'un tel marché suppose, forcément, le fonctionnement de la Bourse, pour que les conditions spéciales, auxquelles il est soumis : constatation des cours, réponse des facultés, enregistrement de cette réponse par les Pouvoirs Syndicaux, puissent être satisfaites. Il semble donc bien que pour ces marchés spéciaux, les tribunaux auraient dû considérer, comme ils l'ont fait pour les marchés avec primes, que si les contrats du marché réglementé supposaient tous le fonctionnement régulier de la Bourse du Commerce, il devait en être ainsi, à plus forte raison, lorsque les clauses particulières du marché rendaient inconcevable toute assimilation avec les contrats du marché libre.

Il est donc particulièrement intéressant que deux

des arrêts du 20 mai 1926 (Lévy contre Grands Moulins de Corbeil) aient été rendus à propos des marchés sur facultés, que ces arrêts ne se soient nullement arrêtés aux clauses spéciales de ces marchés, non plus qu'ils ne le faisaient aux clauses générales qui se rencontraient dans les autres marchés qui leur étaient soumis; c'est une indication bien significative. Ce n'est donc pas la distinction à faire, entre contrats de spéculation et contrats d'approvisionnement, qui peut expliquer les divergences entre les décisions de justice et il doit apparaître qu'en 1926 des marchés avec primes auraient été traités, par la Cour de Paris comme tous les autres contrats de Bourse et, en particulier, comme les marchés sur facultés.

En droit commun, nous l'avons déjà remarqué (chapitre III) la distinction des marchés de spéculation et d'approvisionnement ne fournit pas, par elle-même, une raison de caractériser un contrat. Ce qui est essentiel ce sont les conditions auxquelles les parties ont entendu soumettre l'exécution de leurs engagements. Ces conditions, elles existent, de par la référence aux règlements du marché, laquelle est la règle pour tous les contrats de Bourse aussi bien que pour ceux dans lesquels le caractère de spéculation est particulièrement marqué de par une clause spéciale. C'était à ces conditions générales de règlement, qu'il convenait, en tout cas, de se référer pour savoir si, oui ou non, l'ordonnance du 18 février 1924 constituait un cas

de force majeure en empêchant l'application. Et c'est bien ce que décident les jugements et arrêts intervenus, lors du revirement de la Jurisprudence. Il n'est, pour s'en convaincre qu'à se reporter à leurs attendus, relatifs à l'objet du contrat, lesquels sont applicables à tous les contrats du marché réglementé; la clause spéciale du marché avec primes n'a été qu'un motif de plus, mais non le motif essentiel de ce revirement.

CHAPITRE V

LA RESPONSABILITÉ DES COMMISSIONNAIRES DUCROIRE

L'examen des espèces soumises à l'appréciation du tribunal de Commerce de la Seine et de la Cour de Paris, démontre qu'en fait les difficultés consécutives à l'arrêt des opérations de la Bourse du Commerce, en février 1924, se sont élevées, non pas entre commerçants opérant à la Bourse et ayant pris, respectivement, position d'acheteurs et de vendeurs, mais, seulement, entre acheteurs et commissionnaires. Ceux-ci ont, devant la justice, excipé de leur qualité, pour écarter l'action de leurs clients. La question a donc été posée de savoir quels étaient le but et la portée de l'intervention des commissionnaires aux contrats de la Bourse et quelle responsabilité ils encouraient du fait de cette intervention.

Nous avons, brièvement, indiqué ce qu'étaient les commissionnaires. L'article 94 du Code de Commerce les définit comme des intermédiaires agissant, en leur propre nom ou sous un nom social, pour le compte de leur commettant et les déclare soumis

aux règles ordinaires, fixant les droits et les devoirs des mandataires. Ce sont donc essentiellement des intermédiaires qui se chargent d'exécuter les ordres de Bourse de leurs clients. En fait, l'intervention de ces intermédiaires est nécessaire, à la Bourse du Commerce, comme à la Bourse des valeurs. Elle seule permet, par la centralisation des ordres, de trouver à ceux-ci, en un délai assez court, des contre-parties certaines, au moins tant que les marchés fonctionnent normalement.

D'autre part, à la Bourse du Commerce, la commission est faite par d'importantes maisons spécialisées dans les opérations portant sur telle et telle denrée et d'une solvabilité connue. L'on peut ainsi, sous leur garantie, passer tous ordres, sans avoir à se préoccuper de la situation de la contre-partie éventuelle. Depuis la loi du 18 juillet 1866 qui a supprimé le monopole des courtiers en marchandises, les contrats des divers marchés de la Bourse du Commerce se concluent par l'intermédiaire des maisons de commission adhérentes aux différents syndicats des marchés réglementés et qui permettent, ainsi, l'accès de ces marchés à leurs clients, même si ceux-ci ne sont points adhérents. En fait, nous l'avons vu, tout contrat intervenu par leur intermédiaire, comporte soumission des parties aux clauses et conditions intégrales des règlements du Marché.

Les commissionnaires opèrent en leur nom. Ils reçoivent des ordres de leurs clients et les appli-

quent par la recherche d'une contre-partie. Leur mandant bénéficie du contrat ainsi intervenu, moyennant le paiement du courtage convenu d'avance qui est la rémunération du commissionnaire. Celui-ci est donc un mandataire salarié, responsable de ses fautes. Comme, d'autre part, le rôle de garant, entre contre-parties qui s'ignorent, doit forcément lui incomber, la clause ducroire lui impose la garantie de la solvabilité des contractants.

En fait, et c'est ce qui peut donner lieu à méprise sur le rôle des commissionnaires de Bourse, les maisons, qui font la commission, opèrent, parfois, pour leur compte et passent des marchés directs. Leur expérience professionnelle les met à même de réaliser ainsi des opérations avantageuses. L'on a souvent relevé les inconvénients, pour le client, de contrats semblables, mais les dangers d'opération de contre-partie directe, ne sont à craindre que si le client n'est pas averti. Il ne saurait y avoir fraude, lorsque le client est averti par une clause du contrat, soit que celle-ci autorise le commissionnaire à faire, éventuellement, la contre-partie, soit qu'il contienne expressément l'indication qu'il s'agit d'un marché direct et non d'un contrat de commission.

La question du droit, pour le commissionnaire, de se porter contre-partiste a été fort discutée en doctrine et en jurisprudence. Celle-ci a très nettement posé le principe que semblable position ne pouvait être prise à l'insu du client. En fait, les maisons qui font la commission au Marché de Paris

ne manquent jamais d'aviser le client, lorsqu'elles se portent contre-partistes, par une formule explicite insérée au contrat. Or, en l'absence de toute prohibition légale, formelle, les commissionnaires peuvent acheter ou vendre pour leur compte (article 1594 du Code civil). Les règlements du Marché de Paris distinguent, nettement, les affaires traitées par leurs adhérents, en tant que marchés directs ou en tant que contrats à la commission. Les adhérents, lorsqu'ils se portent contre-partistes, insèrent donc, au contrat, une formule ainsi conçue :

« Le présent contrat forme une affaire directe
« entre nous ; nous sommes, par conséquent, votre
« vendeur ; nous serons, également, votre contre-
« partie, dans toutes les opérations qui seront la
« suite de ce marché. »

L'ordre primitif passé par le client est alors modifié, du mutuel consentement des parties. Mais à défaut d'une clause de ce genre, l'ordre donné au commissionnaire d'acheter ou de vendre pour compte, telle quantité de telle denrée, comporte l'obligation de passer l'opération avec un tiers pour contre-partie.

Or, dans les espèces qui ont donné lieu à décision judiciaire, il n'a jamais été relevé que les commissionnaires aient prétendu se faire les contre-parties de leurs clients. Les formules imprimées contenant avis des ordres donnés et reçus ne comportaient aucune stipulation relative à un contrat direct intervenu entre les commissionnaires et leurs clients. Le

texte des décisions, par ailleurs, ne fait aucune allusion à une clause de cet ordre.

Il n'y avait donc pas lieu d'envisager l'idée de ventes directes de blé ou d'avoine du Marché de Paris, par les commissionnaires, dont le rôle se réduisait à celui de mandataires. Il doit d'autant plus en être ainsi qu'il n'était pas invoqué, de leur part, une opération quelconque intervenue à l'insu de leurs mandants. Par application des règles générales du mandat, les mandants seuls, devaient être engagés par les opérations dont ils avaient donné l'ordre, les mandataires n'ayant à assumer d'autre responsabilité que celle de leurs fautes contractuelles.

Or, si nous nous en référons à ce qu'acheteurs et commissionnaires avaient voulu, lors du contrat, nous devons reconnaître que c'était, en effet, un mandat qu'ils leur donnaient, pour exécuter leurs ordres de Bourse et que ce mandat était, de par sa formule, même, soumis à cette modalité aux « clauses et conditions du Marché de Paris » qui suppose, nous l'avons vu, pour son accomplissement, le fonctionnement normal des marchés de la Bourse. Les opérations de ces derniers étant interrompues par l'intervention imprévisible d'un fait du prince, il y avait, sur ce point encore un cas de force majeure rendant inexécutable le mandat donné et accepté antérieurement.

Les mandataires, en effet, aux termes de l'ordre reçu devaient trouver une contre-partie pour pou-

voir exécuter l'ordre d'achat. Ils ne pouvaient s'être portés d'eux-mêmes contre-parties en l'absence de toute manifestation de volonté en ce sens. Or, le fonctionnement des marchés à terme d'arbitrage et de couverture interrompus, c'était pour eux l'incapacité de résilier leurs opérations par des contrats en sens contraire, d'atténuer les risques courus de par le retard à exécuter les ordres reçus, l'impossibilité aussi de liquider des marchés par des prises de livraison effectives. Les cotations, base d'exécution des ordres de Bourse, n'avaient plus lieu et les primes ni les facultés n'étaient répondues. En un mot, le mandat devenait inexécutable.

Il en était d'autant plus ainsi que les commissionnaires ne pouvaient, s'ils avaient, par impossible, trouvé des contre-parties, obtenir de celles-ci l'exécution de leurs engagements conformément aux clauses et conditions du Marché. En cas de défaillance, par conséquent, de ces contre-parties, comment auraient-ils pu assurer la liquidation des engagements pris par elles, se remplacer, puisqu'il leur eût fallu pour cela, procéder dans les conditions prévues par les règlements, aux rachats et reventes publics, désormais interdits ?

Nous avons déjà eu l'occasion de relever que les contrats intervenus en Bourse, et qui sont destinés à se liquider les uns par les autres, ne peuvent l'être qu'aux échéances mensuelles, de sorte que jusque-là, il n'y a pas de contrats « fermés », à l'égard de tous, même pour ceux liquidés par anticipation, en

vertu d'ordres en sens contraire, passés aux commissionnaires à des cours différents. Il faut donc que chaque mois une base de liquidation puisse s'établir, pour permettre aux commissionnaires de faire, conformément à leur mandat, une balance exacte entre les sommes qu'ils ont à recevoir, pour leurs clients et celles qu'ils ont à leur payer.

La résolution des contrats ne peut donc se faire, pour tous les contractants, que d'après une méthode unique, sous peine de sacrifier injustement le mandataire, pris entre ses clients acheteurs et ses clients vendeurs, qui, d'ailleurs, peut ne pas avoir trouvé, encore, de contre-partie à laquelle appliquer l'ordre reçu de ses clients.

C'est pourquoi les Syndicats du Marché de Paris ont cherché à établir, tant bien que mal, de semblables bases de liquidation. Mais pour que celles-ci puissent être un terrain d'entente équitable, il fallait que les mandataires les voient accepter par tous les clients, vendeurs et acheteurs, et non pas seulement par certains d'entre eux. Or, nous l'avons vu, aucune de ces solutions n'a rencontré un assentiment unanime.

Selon leur position particulière et selon l'époque à laquelle ils avaient passé leurs ordres, vendeurs ou acheteurs ont accepté ou refusé les arrangements proposés.

Dès lors, les intermédiaires ne pouvaient arriver à régler les uns et les autres, sans prendre à leur compte les risques des contrats en vue desquels ils

avaient reçu des ordres. Comment cette responsabilité, à raison de l'inexécution de ces ordres, pourrait-elle, en droit, se concilier avec leur qualité de mandataires responsables de leurs seules fautes personnelles ?

C'est cependant en cette contradiction que sont tombées les décisions qui ont prétendu écarter toute idée de force majeure rendant le mandat inexécutable et qui ont imposé, aux commissionnaires de régler, à leurs acheteurs, les différences qu'ils n'avaient, par suite de la fermeture de la Bourse, pu encaisser d'aucune contre-partie. L'on en arrivait ainsi à leur imposer, bien malgré eux, des risques de contre-partie que les juges auraient sévèrement appréciée si, en fait, les commissionnaires avaient, dans le silence de leurs contrats, pris semblable position à l'égard de leurs clients. Pour décider ainsi, il fallait passer, complètement, sous silence, cet élément essentiel du contrat de commission : l'existence d'une contre-partie.

Si, maintenant nous recherchons quel argument a pu paraître justifier l'imputation, aux commissionnaires, d'une responsabilité qui ne pouvait incomber qu'à des contre-parties, nous voyons les magistrats le rechercher dans ce fait que les commissionnaires étaient du croires. Nous avons vu, en effet, que pour permettre à leurs clients de traiter en toute sécurité avec des contre parties qu'ils ignorent et dont la solvabilité ne saurait être vérifiée par les donneurs d'ordres, les commissionnaires de la Bourse

du Commerce se portent forcément ducroires.

De cette garantie de solvabilité des contre-parties, les décisions de justice défavorables aux commissionnaires ont prétendu faire sortir la garantie de l'exécution du contrat, à tout événement, et de tous les risques de l'opération, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le non-paiement résultant de l'insolvabilité et le non-paiement par impossibilité d'exécuter.

« Attendu — disent les premiers juges — qu'Etlin
« ne saurait être considéré comme un intermédiaire dont le rôle se borne, uniquement, à mettre
« en rapport acheteur et vendeur, que lors de la
« conclusion du marché avec les demandeurs, il
« ne leur a nullement révélé le nom de leur contre-
« partie.

« Qu'en réalité, Etlin a contracté, en qualité de
« commissionnaire, agissant en son nom, pour le
« compte de son commettant.

« Les Grands Moulins de Saint-Georges ne
« pouvaient exercer aucun recours contre ce dernier.

« Que c'est donc Etlin qui se trouvait engagé
« envers eux, que c'est lui seul qui peut réclamer le
« prix de cette vente ou la livraison; qu'il est par
« suite leur créancier ou leur créiteur, comme s'il
« avait opéré pour son compte.

« Attendu, d'ailleurs, que ne pouvant être, lui-même, contre-partie, il a toujours eu recours con-

« tre le commettant pour le compte duquel il a
« agi, le cas échéant. »

Et la Cour d'appel ajoute :

« Que la convention ducroire a précisément pour
« objet d'assurer, au profit du commettant, l'exécu-
« tion du marché, au même titre que la solvabilité
« de sa contre-partie. »

La thèse est donc bien nette : le commissionnaire ducroire tenu à la garantie, vis-à-vis du donneur d'ordres, acheteur en l'espèce, de la solvabilité de la contre-partie qui se dissimule derrière lui et dont le nom n'est, en pratique, jamais donné, serait, également, tenu de garantir l'exécution pure et simple du marché, alors même qu'une intervention des pouvoirs publics serait venue lui interdire tout moyen de forcer la mauvaise volonté de la contre-partie. L'engagement pris, à l'égard du commettant ne serait pas accessoire à celui du tiers avec lequel se fait l'opération et le commissionnaire agissant en son nom, le tiers n'est pas engagé envers le commettant. La responsabilité du commissionnaire serait engagée par cela seul que ce tiers n'a pas exécuté le contrat, en temps voulu, sans être subordonnée à la preuve de l'insolvabilité.

Ces principes posés, on en arrive à laisser seuls en présence l'acheteur et le commissionnaire, celui-ci jouant, à son corps défendant, le rôle de vendeur. Ainsi, sans dénier qu'il ait agi, seulement, en qualité de mandataire, l'on en arrive à « faire la contrat sien » comme s'il avait pris posi-

tion de contrepartiste et passé, à ce titre, un marché direct avec son donneur d'ordres. Il a suffi, pour cela, d'une assurance éventuelle, pour le cas d'insolvabilité d'une contre-partie encore non déterminée.

En présence d'un tel résultat, il semble nécessaire de bien préciser ce qu'est le mandat du commissionnaire ducroire et quelles obligations lui incombent.

Ce mandat consiste dans l'ordre d'acheter ou de vendre, pour le compte des clients auxquels le commissionnaire donne accès au Marché de Paris ; à accomplir toutes opérations tendant à l'exécution des opérations intervenues et, en particulier, à procéder, le cas échéant, à l'émission des filières en vue de la livraison effective des denrées. Cette émission, en effet, ne peut intervenir que par l'intervention d'un adhérent au syndicat du Marché. Les clients se soumettent aux règlements de ce Marché et à toutes les dispositions intérieures que ceux-ci supposent. Dans ces conditions, il apparaît bien que ce n'est pas le commissionnaire, mais bien le client lui-même qui traite au Marché et qu'une mesure de fermeture de celui-ci doit viser, au premier chef, les parties engagées dans des opérations sur ce marché et non leurs mandataires.

Le commissionnaire n'est pas tenu de communiquer à ses clients, les noms des contre-parties, car étant ducroire il assume la responsabilité de l'insolvabilité des contre-partistes, quitte à se prému-

nir contre ce risque par toute mesure de précaution (versement de marges et de dépôts) ou par l'exécution forcée, mesures expressément prévues et réglementées par les clauses et conditions du Marché, mais dont l'application suppose le fonctionnement régulier de celui-ci. S'il ne communique pas, normalement, les noms des contre-parties, il est tenu, cependant, de les écrire obligatoirement en face du nom de ses clients et souvent ceux-ci ont excipé de cette obligation imposée aux commissionnaires lorsqu'ils leur imputaient de s'être portés contre-partistes de manière occulte.

La clause ducroire n'a d'autre objet qu'une assurance de solvabilité en dehors de laquelle le commissionnaire n'assume d'autre responsabilité que celle qui découle de son rôle de mandataire salarié. Il touche, pour ses bons offices, une faible rétribution : dans l'affaire Grands Moulins de Saint-Georges contre Etlin, le montant de la commission s'était élevé à francs : 8.602,50 pour des achats montant au total à francs : 2.133.125. S'il se produit des incidents de livraison, tels que refus aux expertises, avarie des marchandises livrées pour le compte du client ou reçues par lui, vices cachés, etc..., toutes les suites et tous les frais qui en découlent sont à la charge du client.

S'il se présente une circonstance exceptionnelle rendant les marchés inexécutables, c'est donc également au client que devraient incomber les conséquences de cette situation. C'est ce qui était expres-

sément prévu par les règlements pour le cas de guerre. La fermeture de la Bourse ne pouvait modifier la responsabilité des commissionnaires qui n'avaient fait qu'exécuter les ordres de leurs mandants. La clause du croire ne change rien à leur qualité juridique, sauf, ce qui n'était pas en question, en ce qui touche la garantie du mandant contre l'insolvabilité d'une contre-partie.

C'est à raison de leur situation d'intermédiaires non responsables des suites du contrat, que les commissionnaires n'avaient pas intérêt à une solution plutôt qu'à une autre dans la crise ouverte par l'intervention des pouvoirs publics. Encore eut-il fallu que cette solution fût unanimement admise par leurs clients, vendeurs et acheteurs ou leur fut uniformément appliquée pour que les intermédiaires pussent rendre raison aux uns de ce qu'ils auraient touché des autres. Leur intérêt personnel au contrat se borne au montant de leur commission et les règlements en vigueur (article 28 du règlement des marchés de blés, seigles et avoines) décident, en termes formels que « la commission est toujours définitivement acquise au commissionnaire, dès la conclusion de l'affaire et quelle que soit la suite du contrat ».

Aucune exception n'est admise, même en cas de l'annulation de l'affaire. La commission est à la fois la rémunération de l'entremise et la rémunération du du croire. L'annulation ne détruit pas l'entremise et le du croire peut avoir atteint le commissionnaire

entre la conclusion de l'affaire et son annulation. En 1914, la résiliation sans indemnité de tous les contrats à exécuter n'avait en rien fait disparaître le droit à la commission.

C'est donc l'ensemble de l'opération qu'il convient d'examiner, pour savoir si elle restait possible ou impossible aux conditions dont étaient convenues les parties. Le rôle des commissionnaires et leur qualité juridique de mandataires ne pouvaient être mis en question. Quant à la clause *du croire*, il apparaît bien que les décisions, dont nous avons entrepris la critique, lui ont donné une portée toute différente de celle qu'elle présente, dans l'intention des parties. L'argumentation des magistrats semble bien ne pas reposer sur une analyse exacte des conventions intervenues.

Les auteurs des arrêts du 20 mai 1926 l'ont si bien senti qu'ils ont jugé bon de donner à leurs décisions une justification toute différente sur ce point, justification qui eut été parfaitement inutile si les arguments tirés des engagements des commissionnaires avaient bien correspondu à la portée réelle de ces engagements. La Cour de Paris a tenu à déclarer les commissionnaires responsables de la résiliation des contrats et de ses conséquences dommageables, comme « n'ayant justifié d'aucune diligence pour l'accomplissement des obligations qui leur incombaient ». Il y a là une appréciation de fait, exacte ou non, en tous cas souveraine, de la part des juges de fond de l'affaire. Que l'on put,

ainsi, fonder la décision en fait, c'est incontestable. Il n'en reste pas moins que les arguments de droit mis en avant ont semblé, aux magistrats eux-mêmes, insuffisants. Une analyse plus précise des obligations respectives des contractants, nous en a fait voir le mal fondé.

D'ailleurs, si les décisions du 20 mai 1926 s'étaient forcément justifiées par la négligence des commissionnaires, il eut fallu que les tribunaux apprécient la portée de cette négligence et le rapport de cause à effet avec le dommage subi par les clients demandeurs. Il eut fallu, surtout, que le montant de ce dommage fut apprécié, compte tenu de ce rapport de cause à effet et non fixé par simple application des cours de compensation du 21 février 1924. Bien des circonstances, en effet, en dehors d'une simple négligence de mandataire, étaient, en fait, intervenues, dont découlait le dommage prétendu par les acheteurs. Les arrêts, sur ce point, sont muets et l'argument tiré d'une négligence fautive imputable aux mandataires, dans les termes du droit commun, perd de ce fait beaucoup de sa valeur, comme fondement des condamnations prononcées.

Les circonstances de la négligence ainsi relevée n'auraient, en effet, pu être les mêmes dans tous les contrats et les conséquences ne pouvaient en être identiques. Pour les contrats ouverts, les commissionnaires auraient dû voir leur responsabilité appréciée de façon différente que pour les contrats fermés. Dans les uns, c'était, en principe, une den-

rée qui était due aux acheteurs par leur contrepartie. Dans les autres, c'était une différence en argent, l'ordre d'achat ayant été annulé par un ordre en sens contraire passé à un cours différent.

Mais, même en ce qui concerne les contrats fermés lors de la fermeture de la Bourse, les commissionnaires n'avaient pas toujours, par négligence ou autrement, trouvé les contre-parties qu'ils pouvaient compter, dans les conditions normales du marché, trouver, lors de la liquidation mensuelle et des compensations qui s'opèrent à ce moment. Cette liquidation n'ayant pas lieu, les mandataires se trouvaient en présence d'ordres reçus et inexécutables. Les marchés, fermés pour leurs clients, ne l'étaient pas pour eux et c'est ainsi que l'on voyait, à l'occasion de marchés ainsi fermés par des ordres reçus avant la suspension des opérations de Bourse, les commissionnaires offrir à leurs clients de leur tenir compte des différences reçues par eux, pour les achats effectivement contrepassés et invoquer, pour le surplus, les circonstances exceptionnelles qui avaient arrêté l'exécution des ordres donnés par les clients et acceptés par eux. C'était, en particulier, le cas dans l'espèce Lavillonière contre Etlin où tous les contrats étaient fermés par des ordres de revente passés par le client, mais ne l'étaient pas tous en fait, à raison de la suspension des liquidations mensuelles.

Il y avait là, autant de circonstances de fait différentes que de marchés invoqués devant les tribu-

naux et à l'appréciation des responsabilités engagées dans chaque cas d'espèce, il ne pouvait suffire de l'invention d'une négligence dont le caractère et les conséquences ne pouvaient donner lieu à l'application d'une réparation uniforme. Il convient donc de constater que les juges, mal à l'aise dans leur analyse du contrat, quant à ses conséquences juridiques, ont prétendu justifier leur solution en fait, mais qu'ils ne se sont pas, en réalité, attachés, comme il eut convenu, à ce motif de fait, puisqu'ils n'ont pas poursuivi la recherche des conclusions qui eussent dû découler logiquement de la proclamation d'une négligence dans l'accomplissement du mandat.

Ce flottement dans le raisonnement des arrêts est bien significatif d'une hésitation sur les véritables raisons de la condamnation. Il semble bien que les juges aient été influencés par la considération que les parties en cause avaient passé des marchés de spéculation et que les commissionnaires n'étaient que des joueurs, dont les opérations avaient mal tourné et qui refusaient de s'exécuter. Il y a, dans ces décisions, un flottement et même une contradiction, soit entre les motifs et les conséquences qu'en tire le dispositif, soit entre les divers motifs l'un avec l'autre qui ne peut s'expliquer que par la défaveur pour les spéculateurs et pour les professionnels des Marchés, et par le désir d'appliquer rigoureusement la loi du 28 mars 1885 qui n'était point en cause. Ce faisant les juges méconnaissaient et le

caractère des contrats passés par les commissionnaires et leur rôle d'intermédiaires étrangers aux obligations assumées par les parties.

Sur ce point encore, les juridictions qui s'étaient tout d'abord prononcées pour la mise à la charge des commissionnaires de la responsabilité de l'exécution des contrats, sont revenues dans des décisions plus récentes, à une plus exacte appréciation du caractère juridique des conventions intervenues et des conséquences qui en découlent :

« Attendu, lisons-nous, dans le jugement du tribunal de Commerce de la Seine, du 3 décembre 1926 (Raynaud contre Mendel), que le débat s'agit entre Raynaud acheteur ou vendeur et son intermédiaire, Mendel, commissionnaire ducroire ;

« Attendu que si les ordres d'achats et de ventes donnés par Raynaud peuvent se balancer et que si Mendel est ducroire on ne saurait en conclure qu'il n'a plus qu'à régler les différences, dont Mendel devrait, en tout état de cause, payer le prix dans le cas où les opérations auraient tourné en faveur de Raynaud ;

« Attendu, en effet, que Mendel n'a agi pour le compte de Raynaud, qu'en vertu d'un mandat donné à chaque opération d'acheter ou vendre et finalement de liquider les engagements, le tout suivant les clauses et conditions du marché de Paris ;

« Attendu que suivant la position prise par Raynaud, il a fallu trouver, à Mendel, une contre-par-

« tie qui s'engageât à livrer ou vendre suivant les
« cas et aux conditions imposées au Marché, sans
« qu'on puisse considérer Raynaud, en lui-même et
« seul, ses opérations qu'il croit bouclées ayant tou-
« jours d'une façon, occulte sans doute pour lui, mais
« réelle en fond, un acheteur ou un vendeur contre-
« partiste ;

« que dans ces conditions la qualité de ducroire
« de Mendel est conditionnée par la possibilité d'ap-
« pliquer à ses contre-parties, les clauses du règle-
« ment du Marché de Paris, base des contrats... »

Il est difficile de supposer une décision qui puisse être plus nettement opposée à la doctrine exprimée dans les jugements et arrêts précédemment intervenus. Le tribunal de commerce est antérieurement revenu sur son appréciation de la portée de la clause ducroire. Ce faisant, il donnait au mandat intervenu entre les parties, son véritable sens. Le commissionnaire fût-il ducroire, reste mandataire et, par conséquent, ne saurait se voir imputer les conséquences d'une inexécution non fautive du marché, dont l'ordre lui a été passé par son client. Dès lors, qu'il ne s'agit pas de mettre en jeu l'assurance de solvabilité qui est l'objet unique de la clause « ducroire », il ne saurait être tenu envers son mandant, que dans les termes du droit commun.

Il faut donc en arriver à examiner si, à raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles, comme il en était intervenu, en l'espèce, l'exécution du mandat reste possible aux conditions auxquelles

le subordonne formellement la convention des parties. Nous en revenons, ainsi, à l'appréciation de ces circonstances, en tant que cas de force majeure rendant l'exécution impossible, point de vue que nous avons précédemment envisagé. Il n'est pas douteux que la responsabilité du commissionnaire ducroire soit subordonnée à la possibilité, pour lui, d'exécuter son mandat. Le revirement marqué par la Jurisprudence sur le point que nous occupé vient ainsi confirmer notre analyse du rôle véritable de cet intermédiaire et de l'étendue de ses obligations.

CONCLUSION

Nous avons, en nous fondant sur les décisions de justice intervenues, à l'occasion d'une crise due à des événements exceptionnels, examiné, au point de vue juridique une série de traits marquants qui caractérisent les marchés qui interviennent à la Bourse du Commerce. La Jurisprudence, nous l'avons noté, offre, peu souvent, semblable point d'appui à l'interprète, les contrats de bourse ne donnant pas lieu à litiges en période normale, car ils interviennent entre professionnels et toute difficulté se tranche par voie d'arbitrage.

Au cours de notre étude, nous avons eu à critiquer un grand nombre de points essentiels de certaines décisions qui nous ont paru méconnaître les véritables caractères du contrat qu'il s'agissait d'apprécier. Il nous est apparu qu'en cette matière nouvelle pour eux, les tribunaux avaient tout d'abord négligé de pousser, comme ils auraient dû le faire, leur analyse des clauses et conditions auxquelles les parties avaient soumis l'exécution de leurs engage-

ments et et que négligeant ces modalités, ils avaient à tort appliqué les principes du droit commun, à l'encontre de la volonté formellement exprimée des parties.

Plus tard, devant les mêmes juridictions mieux informées, un revirement complet s'est produit et statuant en droit, non en fait, les décisions nouvelles ont écarté, sur des points essentiels la manière de voir qu'inspiraient les précédentes. Cette divergence nous a permis de pousser l'examen de ces points jusqu'à ce que nous apparaisse ce qui donne aux marchés de Bourse leur caractère spécial, c'est-à-dire l'importance de la soumission contractuelle des parties aux clauses et conditions intégrales du marché réglementé. Les contrats ne pouvant s'exécuter qu'à ces conditions, le fonctionnement régulier des services de la Bourse apparaît indispensable à l'accomplissement des obligations réciproques des parties. L'examen des règlements nous met en présence, en effet, d'un formalisme des plus stricts, nécessaire pour assurer à la Bourse son rôle de régulatrice des cours des denrées.

Le trait essentiel de ce formalisme nous est apparu dans la définition de l'objet du contrat, non pas tant par sa nature ou sa qualité que par l'accomplissement régulier des formalités qui aboutissent à sa spécification. Il apparaît, à une analyse serrée du contrat, que le blé du marché libre ne saurait être l'objet visé par un contrat du Marché réglementé. C'est sur ce point que s'est le plus accusé la diver-

gence entre les décisions de justice qui ont statué sur la question, les unes rejetant comme accessoires les conditions du Marché et s'en tenant au droit commun des contrats quant à la définition de l'objet envisagé par les parties, les autres faisant produire plus justement à la convention ses véritables effets en donnant toute sa portée à l'introduction au contrat des modalités prévues par les règlements.

Les formalités exigées par les Règlements du Marché de Paris sont non moins nécessaires, lors de l'exécution du contrat, qu'elles interviennent par livraison effective ou par liquidation et paiement de différence, que pour la spécification de l'objet du contrat.

En revanche, le fait que les parties aient par avance envisagé le règlement du marché par paiement de différences, ne saurait rien changer au caractère juridique du contrat, puisque cette *facultas solutionis* est subordonnée à un nouvel accord des parties et ceci nous est apparu même dans les contrats d'un caractère spéculatif, plus marqué que les autres, contrats à primes ou sur facultés, qu'il n'y a pas lieu de considérer juridiquement, comme différents des autres, en ce sens qu'ils restent, essentiellement, malgré leurs modalités particulières, des contrats de vente et d'achat.

Enfin, nous avons caractérisé l'obligation du commissionnaire, comme étant celle d'un mandataire auquel la clause du croire impose l'assurance de la solvabilité des contre-parties qui contractent par son

intermédiaire, mais non la responsabilité à tout événement de l'inexécution du contrat.

En dehors de ce dernier point le contrat de Bourse, à raison de ses modalités particulières, à raison, surtout, de son caractère d'adhésion à un règlement minutieux, s'écarte très notablement, des contrats commerciaux ordinaires. Il n'avait fait l'objet d'aucune analyse spéciale, intervenant d'habitude dans un petit monde assez fermé de professionnels. Il n'en est pas moins intéressant de déterminer ses caractères propres.

Nous ne prétendons point avoir épuisé l'examen des particularités qui s'y peuvent révéler, nous étant bornés, strictement, à celles qu'ont révélé les litiges dus à la crise de 1924. Le fonctionnement des Bourses du Commerce, envisagé généralement du point de vue économique, nous est apparu comme propre à tenter l'analyse au point de vue proprement juridique.

C'est en ce sens que nous avons poussé nos recherches. Les divergences que nous avons relevées entre les décisions intervenues, en la matière, nous doivent d'ailleurs rendre prudents, quant aux résultats auxquels nous sommes arrivés. Nous avons proposé les solutions juridiques qui nous semblent découler de l'analyse précise des modalités du contrat et espérons avoir réussi à en donner une idée juste conforme à la commune intention manifestée par les parties.

Il nous reste à regretter que la Cour de cassation

saisie de la question, alors que des décisions en sens contraire étaient successivement intervenues, n'ait pas cru devoir trancher les questions de droit qui lui étaient posées et qu'elle ait ainsi semblé se désintéresser des problèmes juridiques qui sont l'objet de cette modeste étude. 、

Vu : le Président de thèse,
WAHL.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Bloch (Oscar)*. — La Bourse de commerce de Paris. Paris, 1925.
Bédarride. — Droit commercial, t. V (Des Bourses de Commerce, Paris, 1883, 2^e édition).
Sauvairé (Henri), Jourdan. — Les marchés à terme des marchandises et la caisse de liquidation de Marseille. Paris, 1928.

ARTICLES.

- Wahl (A.)*. — La guerre considérée comme force majeure spécialement en matière de vente de marchandises. Revue trimestrielle du droit civil, 1915, page 383.
Coutard. — La fermeture de la Bourse du Commerce (La Meunerie française, 31 mars 1924, page 72).
Besse. — La fermeture de la Bourse du Commerce au point de vue juridique (Recueil de droit commercial des Juris-classeurs, 1924, page 34).

THÈSES.

- Fairat*. — Le commissionnaire contre-partiste en Bourse et spécialement en marchandises. Paris, 1903.
Dupupet. — La contrepartie directe dans les marchés de Bourse (Lyon, 1905).
Guignoux. — Etude de la jurisprudence sur l'exception de contre-partie en matière d'opérations de Bourse (Rennes, 1910).
Kenler. — Les Bourses de Commerce et l'agriculture (Paris, 1903).
Léduc. — Des règlements différentiels des marchés à terme dans les Bourses de Commerce (Paris, 1910).
Le Pellerin. — Rapports du commerçant et du commissionnaire dans la commission en matière de marchandises (Paris, 1900).
Radouant. — Du cas fortuit et de la force majeure (Paris, 1920).
Repoux. — La Bourse des marchandises de Paris Histoire, organisation, fonctionnement, rôle économique (Paris, 1909).
Sellier. — Des justifications à fournir aux clients par les intermédiaires de Bourse (Paris, 1914).
Voirin. — De l'imprévision dans les rapports du droit privé (Nancy, 1922).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION..... —	5
CHAPITRE PREMIER — Les pratiques de la Bourse du Com-	
merce.....	19
<i>Première section.</i> — Les marchés de Bourse.....	19
<i>Deuxième section.</i> — La base des marchés de Bourse.....	29
<i>Troisième section.</i> — Le marché fictif : véritable,	
aspect de l'opération à la Bourse du Commerce....	34
CHAPITRE II. — L'intervention des Chambres syndicales.....	49
CHAPITRE III. — Les décisions de la jurisprudence.....	71
CHAPITRE IV. — Les clauses et conditions du marché....	94
<i>Première section</i> — L'objet du contrat : le blé du Mar-	
ché de Paris.....	94
<i>Deuxième section.</i> — Les conditions de livraison du blé	
du Marché de Paris.....	110
<i>Troisième section.</i> — Les marchés spéciaux de spécula-	
tion	119
CHAPITRE V. — Les responsabilités des commissionnaires	
du croires	126
CONCLUSION.....	146
BIBLIOGRAPHIE. ARTICLES. THÈSES.....	151

